

Bulletin

Coordination contre la société nucléaire

Printemps 2007

Par sa dangerosité et la centralisation qu'il nécessite, par la culture de sûreté qu'il crée, commercialise et généralise, par les modes de subordination qu'il implique, le nucléaire, loin d'être un simple choix technologique, est partie intégrante des dispositifs de contrôle global de la planète. En quelques décennies à peine, le nucléaire a montré de quoi il était capable, depuis les victimes d'Hiroshima jusqu'aux catastrophes du nucléaire civil reconnues (Tchernobyl, Three Mile Island…), occultées (Windscale, Kychtym*) ou évitées de justesse (Forsmark**). Aujourd'hui, le nucléaire civil semble avoir le vent en poupe chez les gestionnaires capitalistes. Des projets grandioses, dont la réalisation dépendra de la possibilité des investissements financiers et des garanties des Etats, sont donc élaborés, comme l'EPR à Flamanville (réacteur civil français dit de troisième génération) ou bien encore Iter à Cadarache (projet international de réacteur à fusion nucléaire). Dans le domaine militaire, on assiste plutôt au développement d'armes miniaturisées pouvant être utilisées contre des populations aux quatre coins du monde, dans le cadre de « guerres préventives » et « d'opérations de police mondiale », bien que la possession de bombes classiques demeure l'un des objectifs des Etats et que les stocks de matières nucléaires constituent de réels dangers.

« Sortie immédiate du nucléaire ! »

Les gourous de l'atome prétextent de la crise des énergies fossiles et poussent à la roue pour la reprise du nucléaire. La lutte contre les gaz à effet de serre devient leur alibi au motif que le réacteur nucléaire n'en dégage pas, oubliant au passage toutes les étapes de la construction et du fonctionnement des installations nucléaires, celles de l'extraction de l'uranium au Niger ou en Australie à son utilisation dans les réacteurs, et la pollution thermique par les rejets gazeux et aqueux. Si la société capitaliste n'a jamais eu autant besoin d'énergie pour faire fonctionner ses usines, ses banques, ses réseaux de transport et de communication, ses armées et leurs engins de mort, sur terre, sur mer et même dans l'espace, il ne faut pas oublier que l'énergie électrique ne représente que 5 à 6 % de l'énergie primaire mondiale et que le nucléaire en est encore qu'une infime partie représentant 16 %.

Aux causes de désastres propres à toutes les formes d'industrialisation, l'industrie nucléaire ajoute la radioactivité artificielle qui peut parfois s'étendre sur des millénaires. Les nucléocrates le savent et c'est pourquoi, loin de nier comme autrefois tous les dangers liés au nucléaire, ils comptent désormais préparer les populations à apprendre à survivre en milieu contaminé. Le risque nucléaire étant la chose la plus partagée, il doit maintenant être le mieux accepté : tout irradié potentiel doit donc devenir le complice de sa propre irradiation et de celle des autres, encadré par les uniformes kaki et les blouses blanches avec, pour seul horizon, les rangées de cercueils de plomb, pour que le monde tel qu'il est continue à fonctionner, dans lequel le citoyen culpabilisé devient acteur de sa soumission.

Sommaire

Gestion de crise

Activité

Présentation

Histoire

Le nucléaire, le charbon et la bougie…

« Après le pétrole, nucléaire ou charbon ? », dans le numéro de mars 2007 de *Sciences et (sur)vie.* Où l'on comprend d'abord que, dans la course effrénée à la production énergétique, nous aurons le nucléaire, le charbon et la bougie qui va avec pour éclairer un monde dévasté ; où l'on décrypte le but réel du déferlement de discours médiatiques et experts sur le réchauffement climatique ; où l'on comprend le sens de l'expression « relance du nucléaire »… et où l'on se rappelle ce qu'est la propagande scientifique.

« Abondant, assez équitablement réparti sur la planète, peu coûteux : à lui seul, le charbon serait la solution idéale pour résoudre le dilemme énergétique de l'après-pétrole… S'il n'était un monstrueux émetteur de CO_2 et, partant, gage de catastrophe climatique à venir. Un seul challenger ne tombe pas les gants face au charbon, c'est l'atome. L'énergie nucléaire, à la différence du charbon, peut rêver combattre pendant des millénaires si elle réussit le pari de la surgénération. La Chine, qui a neuf tranches nucléaires en fonctionnement, s'est ainsi fixé pour objectif d'en construire une trentaine d'ici à 2020 pour atteindre 40 GW. L'Inde, qui dispose d'environ 2,5 MW, construit actuellement neuf tranches, visant les 20 GW en 2020. Côté Russie, on s'y met également. “Tous les chantiers gelés depuis Tchernobyl ont été relancés, note Bertrand Barré, directeur de la communication scientifique d'Areva, et le gouvernement annonce la construction de deux réacteurs par an à partir de 2010. Quant aux Etats-Unis, premier parc mondial avec 103 réacteurs (et premier pays minier dans le même temps), ils ont voté en 2005 une loi de relance accompagnée de mesures volontaristes pour lever les craintes des investisseurs : assurances prises en bonne partie par l'Etat, aides fédérales pour ceux qui se lanceront les premiers assumant les surcoûts des têtes de série.” Philippe Pradel, directeur de l'énergie nucléaire du CEA, espère une nucléarisation massive de l'électricité à l'échelon mondial. “50 %, ce serait bien contre 16 % aujourd'hui. Le problème numéro 1 du siècle à venir, c'est celui de l'énergie et du réchauffement climatique. Pour le résoudre, il faudra donc économiser l'énergie, mais aussi faire de l'électricité non émettrice de CO_2, c'est-à-dire avec un mélange nucléaire-hydraulique et énergies renouvelables.” […] Au final, qui du charbon ou du nucléaire va l'emporter ? En fait, une victoire à court terme par KO de l'un sur l'autre paraît hautement improbable. » ■



En restant sur le terrain des alternatives sans remettre en cause la boulimie énergétique actuelle, par exemple en proposant de remplacer l'atome par l'éolien comme énergie renouvelable*******, les écologistes d'Etat jouent le rôle de tartuffes et d'administrateurs de nos vies irradiées, toujours à la place que l'Etat leur assigne. D'où les tractations, les compromis, les promesses destinées à ne pas être tenues et les jeux de lobbying, qui culminent en période électorale. Pour le PS, il faut faire oublier le programme de 1981, son moratoire sur la construction des centrales nucléaires, et « Sœur Sourire » préconise « une extinction des centrales anciennes et les plus dangereuses ». Par son porte-parole, virée de la manif de Cherbourg, les Verts français, sur la trace de leurs homologues allemands, s'engagent pour une « sortie sur 30 ans » ! Quant au PC, fidèle à sa défense inconditionnelle, mais intéressée, des technocrates et syndicalistes de la CGT d'EDF et du CEA, il exige un « nucléaire sécurisé et durable » ! Tout regroupement antinucléaire conséquent devrait avoir en mémoire la défaite du mouvement à la fin des années 1970 et au début des années 1980 due à la stratégie électorale prédominante, à une critique insuffisante et marginale de la « société de consommation ».

L'exigence d'arrêt immédiat du nucléaire ne relève pas pour nous de la surenchère. Elle implique la rupture avec les logiques capitalistes et étatiques. Cette perspective autonome est difficile et incertaine et sa réalisation ne dépend pas que de nous. Mais nous avons la volonté d'y contribuer, pour vivre libres, debout, et non à genoux avec des épées de Damoclès au-dessus de nos têtes. ●

Coordination contre la société nucléaire
Mars 2007

*** Winsdcale,** octobre 1957, rebaptisée Sellafield. Kychtym, accident de 1957 en URSS totalement occulté.

**** Le 25 juillet 2006,** la centrale de Forsmark, en Suède, est plongée dans le noir. Plus rien ne fonctionne, sauf le réacteur. Les générateurs de secours ne démarrent pas et la température du cœur grimpe : Tchernobyl n'est plus loin. Enfin, l'un d'entre eux accepte de redémarrer à la « manivelle ».

***** Notons au passage qu'Areva,** le constructeur de réacteurs nucléaires, poursuit ses investissements dans l'éolien avec une offre publique d'achat des actions de REpower (l'un des principaux acteurs de l'activité) qu'il ne détient pas encore. Est-ce pour diversifier ses intérêts ou pouvoir demain démontrer qu'on ne peut pas sortir du nucléaire par l'éolien ? Sans changer la consommation électrique française, il faudrait environ 100 000 éoliennes pour remplacer les centrales nucléaires !

Société nucléaire, société couchée par terre…

Quelques notes après la manifestation antinucléaire du 17 mars 2007 à Lille

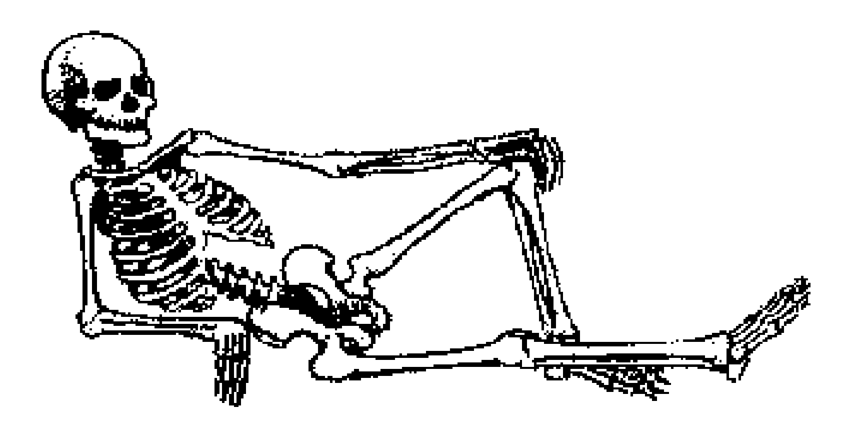
Ce fut une grande jaunisse, une ribambelle de foies jaunes… sans la bile qui va avec ; pas une once de rage, d'émotion ; ni la moindre analyse que la distance pourrait permettre, ni la colère de s'être fait avoir une fois de plus (construction de nouvelles centrales, lignes THT). Des amibes atomisées qui ont déjà tout perdu, sans s'en douter. Ils se parlent à peine, suspendues à leur batucada bruyante, à leur kit de manif avec autocollant pour boîte de conserve. Très peu de textes circulent, sauf quelques tracts publicitaires pour panneaux solaires. « Non au nucléaire, oui aux alternatives »…, les mêmes éoliennes en plastiques et les mêmes cirés jaunes à perte de vue. Une manifestation pendant laquelle coller trois affiches devient un acte éminemment radical : « Elle est pas trop costaude ta colle, quand même ? » ; « Evite les commerces » du citoyen-flic ; avant le « Tes papiers ! » du flic tout court… Jusqu'au point d'orgue : place du grand Charles, tout le monde se couche par terre et s'applaudit… Quelques compagnons, restés debout, font tache et s'époumonent : « A bas l'Etat, les flics et les curés », « Société nucléaire, société militaire et mortifère », « Debout, debout compagnon de misère », « Société nucléaire, société couchée par terre ».

En fin de manif, la CCSN avait organisé à Lille une projection de *Ceci est une simulation* (cf. bulletin n° 1). Après le film, une discussion s'est engagée sur la possibilité de contenir la population et de mobiliser des liquidateurs en cas d'accident majeur dans des « Etats démocratiques ». Un participant insistait notamment sur la différence fondamentale qui existerait, pour lui, entre la Biélorussie soviétique de 1986 et la France de 2007 où « les gens ne se laisseraient pas embobiner ». Au-delà de l'habituation à la catastrophe qui se construit jour après jour, médecine de catastrophe, retour d'expérience des territoires contaminés, simulation, usage du terrorisme, et que divers textes tentent de cerner dans ce bulletin, quelques pistes de réponses à cette question récurrente ont été évoquées.

D'une part, on peut penser que le citoyennisme, comme forme aboutie de gestion de l'Etat, s'épanouira et continuera à mobiliser la société autour de la gestion de la catastrophe en usant de ce qui fait le mieux sa réussite ; ce cocktail d'hyperresponsabilisation individuelle, de culpabilisation autoritaire (tes déchets, tu trieras !) et d'infantilisation extrême (tes enfants tu n'iras pas cherché et France bleue tu écouteras !). En gros, chaque citoyen sera mobilisé avant tout pour les générations futures, à commencer par ses propres gamins qu'il laisse à l'école en attendant plus amples instructions. Le liquidateur soviétique sauvait « sa terre et sa patrie » en bouffant de la dose, demain, le citoyen béarnais sauvera la planète Terre et permettra son rayonnant développement durable. Comme des dizaines de bénévoles se précipitent pour ramasser à mains nues des galettes de fioul sur les plages après une marée noire, à côté des bidasses mobilisés d'office. Liquéfaction des cerveaux et liquidation du problème. Nous sommes tous des liquidateurs ; pas sur les toits à recouvrir le noyau en fusion, non ; mais en se partageant d'avance la dose à venir. Bien sûr, il ne s'agit pas d'affirmer que tout le monde se précipitera à l'abattoir mais si l'irradiante propagande ne suffit pas les fusils et les gaz prendront le relais.

Car il faut remettre en cause cette vision idéalisée de l'Etat et de certains régimes qui le font vivre. Comme si notre société était libre et égalitaire ; comme si, au quotidien, chacun n'avait pas déjà intégré l'obéissance dans son corps ; comme si on n'allait pas déjà travailler, appliquant sans cesse consignes et règlements absurdes sans les questionner parce qu'il faut bien grailler ; comme si des milliers de sans-papiers, de chômeurs, de travailleurs précaires n'étaient pas déjà disponibles pour aller ramasser la merde du système industriel. Rappelons pour finir une banalité de base. L'Etat, lorsque son intégrité est menacée ou contestée, ne renonce à aucun moyen pour sa propre survie, dut-il limiter son action à celle des forces armées contre sa population. La « démocratie » n'a jamais été un quelconque rempart contre les autoritarismes divers et l'état d'exception est déjà une norme et une pratique courante de ses gouvernements. ●

R & L
Mars 2007



L'Ethos biélorusse

La mascarade de la réhabilitation des villages contaminés par l'accident de Tchernobyl

Si, dans un premier temps, les radiations ont rapidement réglé le sort des travailleurs [1] et des habitants les plus proches de la centrale de Tchernobyl [2], qu'advient-il ensuite ? A des milliers de kilomètres à la ronde, tout est contaminé « par taches ». Presque toutes les terres, les cours d'eau, les forêts sont contaminées par la radioactivité pour plusieurs siècles. La majorité des habitants est malade de cancers, et pas seulement de la thyroïde. Les enfants sont les plus contaminés ; du fait de leur croissance, les cellules atteintes se multiplient plus vite [3]. S'ils ne meurent pas avant terme, les bébés continueront encore longtemps de rappeler les images atroces que nous avons tous en mémoire. Les mutations qui touchent toutes les espèces et essences encore vivantes sont quasi irréversibles puisqu'elles sont susceptibles de se transmettre de génération en génération.

> **“ Vivre sous Tchernobyl, c'est réapprendre à vivre, à vivre autrement, intégrer au quotidien la présence de la radioactivité comme composante nouvelle de l'existence.* ”**

Tout ceci pourrait porter à croire, fort naïvement, que ces régions sont désormais inhabitables et que l'évacuation des habitants est une absolue nécessité. En réalité, il n'en est rien. En tout, plus de 10 millions de personnes vivent dans des régions contaminées, réparties sur la Biélorussie, l'Ukraine et une partie de la Russie. Jusqu'à 200 km de la centrale, on trouve des régions très empoisonnées par les éléments chimiques les plus lourds tandis que les particules les plus légères ont formé un nuage qui a contaminé les trois quarts de l'Europe.

L'expérience biélorusse de Tchernobyl fait figure d'avant-garde dans la « gestion sociale post-accidentelle » en définissant « un dispositif de gestion durable de la qualité radiologique et de la confiance sociale », ou encore « un développement durable sous contrainte radiologique ». Aussi soviétique que soit considéré l'accident d'avril 1986, ses conséquences démesurées n'en concernent pas moins la fine fleur de l'atome occidental. Un nucléocrate averti en vaut deux. « Il faut se préparer au cas où il y aurait un gros pépin », résume trivialement Jacques Lochard, directeur du Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine du nucléaire (CEPN).

Figure survivante – et pour longtemps – de ce qu'il est désormais convenu d'appeler « l'accident majeur », la Biélorussie est un terrain d'expérimentation béni pour l'industrie nucléaire. Les experts français l'ont compris les premiers et ont, dès 1996, investi le vaste laboratoire grandeur nature de « la gestion sociale en terrain contaminé ». Les conclusions de l'expérience étaient courues d'avance : l'horreur, fondue dans les modalités d'un quotidien absurde, disparaît. Le cauchemar doit recouvrir l'apparence de l'évidence. La contamination nucléaire est alors naturalisée et rejoint simplement le cortège des aléas imposés par la science moderne.

La néocolonisation des experts

De 1996 à 1998, la première vague de pionniers du programme Ethos investit le village d'Olmany, situé à 200 km environ de Tchernobyl. L'initiative en revient au CEPN. Lequel n'est ni plus ni moins qu'une structure chargée de faire accepter les risques produits par l'industrie nucléaire française dans son ensemble. Composé de salariés d'EDF, du CEA[4], de la COGEMA[5] et de l'IRSN[6], le CEPN produit des rapports détaillés et fabrique les outils de la gestion étatique des risques que font notamment courir les installations nucléaires aux travailleurs et aux riverains des centrales. L'objectif affiché est bien de diffuser une certaine culture du nucléaire, c'est-à-dire une forme d'acceptation sociale aboutie. Le CEPN jouait ce rôle depuis 1990 en Biélorussie, contribuant, entre autres, à ce qu'un minimum de gens puisse être relogé dans des zones moins contaminées. N'oublions pas que moins de relogements signifie moins de coût pour l'Etat et, surtout, moins de visibilité du désastre pour le lobby nucléaire mondial.

En 1996, le CEPN rassemble autour de lui une équipe de choc pour entamer son travail de terrain. Mutadis Consultant, une société privée de « communication autour du risque », joue aussi un rôle charnière. Ces communicants savent comment passer la pommade démocratique, même sur les plaies incurables de Tchernobyl. Mutadis est riche d'une longue expérience dans le désamorçage des conflits surgissant autour des installations industrielles.[7] L'Inra, fer de lance du lobby céréalier français ultraproductiviste, fait également partie de l'équipe. Elle a en charge la partie la plus juteuse du programme de réhabilitation, désignée par les bucoliques initiales Fert (Formation pour l'épanouissement et le renouveau de la Terre). Fert se charge depuis 2001 de privatiser les terres agricoles jusqu'alors collectivisées en kolkhozes, de populariser le recours au crédit, de déverser dans les champs des pesticides en quantité industrielle et, surtout, d'écouler les pro-

*** Présentation** du programme français Ethos

ductions agricoles contaminées. Le tout en association avec son homologue local : l'Institut biélorusse des sciences du sol (Brissa). L'expérience biélorusse doit instruire le lobby français de l'agriculture productiviste sur la façon dont tout le monde consommera des produits contaminés en Europe en cas de contamination étendue (voir l'encadré sur le « Groupe pommes de terre »).

Dès le départ, les scientifiques et les experts européens sont en lien étroit avec les autorités locales, régionales et nationales biélorusses, connivence basée sur une solide expérience, de part et d'autre, du négationnisme nucléaire. Sur la base commune du refus de l'évacuation, refus qui perdure depuis plus de vingt ans, scientifiques et politicards vont s'entendre pour orienter la recherche dans le même sens : celui de l'invisibilité du désastre, celui de faire vivre longtemps l'agonie... Il leur faut, en somme, nier les conséquences de l'accident de Tchernobyl sur la santé des millions d'habitants des régions contaminées.

Bientôt, le champ d'intervention n'est plus limité au village d'Olmany, mais s'étend à tout le district de Stolyn (qui est d'ailleurs loin d'être le plus contaminé), soit cinq villages et environ 90 000 habitants. La Commission européenne continue de financer les experts, mais des fonds proviennent cette fois directement d'EDF, de la Cogema et de l'IRSN. Ethos 2 s'achève en novembre 2001 avec l'organisation d'un pompeux séminaire international qui se tient à Stolyn en présence d'une pléthore d'ONG françaises, humanitaires ou culturelles, qui se chargent de décliner sur le terrain les consignes des experts. La présence des Occidentaux s'enracine toujours davantage. Les 150 participants s'accordent sur la nécessité de monter « de nouveaux projets pour favoriser le développement économique durable et la réhabilitation radiologique des territoires contaminés », du projet Core qui doit couvrir, non plus un, mais quatre districts des zones contaminées et auquel l'équipe d'Ethos est très étroitement associée.

Vivre normalement dans des conditions qui tuent

Lorsqu'en 1996, l'industrie nucléaire française, avec le programme Ethos, déclare aider les villageois biélorusses à faire comme s'ils pouvaient vivre normalement dans des conditions qui les tuent, elle donne un nouvel élan à la propagande répandue depuis l'accident de Tchernobyl par la technocratie biélorusse et française. Que peut en effet signifier concrètement « réhabiliter » un territoire qu'on sait inhabitable ? Il s'agit, ni plus ni moins, de faire accepter le fait accompli du désastre. En substance, il serait possible de vivre dans un environnement mortifère, et même bien, à condition cependant de respecter scrupuleusement les consignes des experts…

« [Le projet] consistait à rétablir des liens de confiance avec la population de ce village, par une mise en présence de toute l'équipe sur le terrain. Lors du premier séjour, une grande réunion publique a été organisée. Une centaine d'habitants du village y ont assisté. A la question : "Messieurs les experts européens, pouvons-nous vivre ici ?", l'équipe avait décidé de se conformer à un principe éthique en répondant : "Nous ne sommes pas venus pour répondre à cette question, par contre, nous voulons bien aider les gens qui veulent vivre ici et travailler avec eux à améliorer leurs conditions de vie". » (G. Hériard Dubreuil, directeur de Mutadis)

La psychologisation des maux a toujours le vent en poupe. Eculé, le mythe de la radiophobie est désormais abandonné par ses anciens chantres et a été troqué contre le concept de « stress informationnel ». L'anxiété due au manque d'informations est donc responsable des leucémies, cancers du côlon, du poumon, de la vessie, du rein, de la thyroïde, du sein, des maladies du cœur et des vaisseaux, des maladies du foie, des reins, de la glande thyroïde, des altérations du système immunitaire, de l'arrêt du développement mental chez des enfants exposés in utero, de cataractes, de mutations, de malformations congénitales, de malformations du système nerveux. Pour soi-

Le « Groupe mamans »

«L'équipe Ethos fait le constat initial que les mères sont inquiètes pour la santé de leurs enfants. [...] Elles font des mesures de radioactivité dans leur maison : l'équipe et les mères se sont lancées dans un programme de mesure pour connaître la contamination ambiante, pour la localiser, pour évaluer les niveaux de contamination ingérés par les enfants. En utilisant elles-mêmes les appareils (difficile d'en trouver d'utilisation simple, robuste qui s'intègre dans la vie de tous les jours !), en effectuant des mesures, les jeunes mères sont devenues autonomes. [...] Une méthode a été élaborée, stipulant de dessiner un plan de chaque maison, de faire des mesures dans toutes les pièces, notamment autour des poêles, pour voir s'il existe des différents niveaux ambiants. [...] Le groupe met au point l'échelle de l'irradiation externe. Cette échelle de pilotage pour l'irradiation externe permet de déduire le comportement de précaution à adopter par rapport au débit de dose ambiant. Dans cette échelle, au-delà de 1 microsievert par heure, ce sont des zones à éviter, sauf circonstances exceptionnelles. Par exemple, s'il faut traverser la forêt, 45 minutes, à des niveaux variant de 1,5 à 2 microsieverts, pour aller chercher du bois ou chercher des myrtilles, ce n'est pas un problème, on peut traverser. Par contre, séjourner en forêt pendant des journées entières est à éviter. On voit que le côté « interdit » a été gommé pour mettre en avant le côté « gestion du temps » : quand on n'est pas obligé d'aller dans une zone contaminée, pourquoi y aller ? Telle est la philosophie qui sous-tend cette échelle [de pilotage pour l'irradiation externe], très bien acceptée au sein de la population. »

Extraits du séminaire de Stolyn, novembre 2001

➨ suite page 6



« Les mères font des mesures de la contamination des aliments consommés. Il faut beaucoup de disponibilité pour rester toujours vigilant, toujours motivé. Mais nous manquons de temps. Et puis, à regarder nos revenus, ça fait mal. Notre budget est tout petit, on ne peut pas nourrir tout le monde et faire que tout soit comme il faut : et la culture radiologique, et les vitamines, et la bonne santé, et les bonnes mesures des anthropogammamétries. [...] Il faut dire que, cette année j'ai donné moins de foin à ma vache, elle a même manqué de nourriture. J'ai eu moins de lait mais, quand même, il était de meilleure qualité. »

Anna Doulskaïa, fermière

L'école de la survie

« Les enfants doivent acquérir la compréhension des droits et des devoirs de l'habitant des territoires contaminés. »
Youri Ivanov, université de Brest, Ethos

« Nous devons apprendre aux gens à vivre avec la radiation, surtout aux enfants et aux jeunes.»

Vladimir Tsalko, président du comité Tchernobyl

« Je voudrais insister sur la complémentarité du programme [scolaire biélorusse] actuel et l'approche Ethos. En effet, ces deux approches visent toutes les deux à mettre en place une culture radiologique. Le programme actuel insiste sur les unités de mesure, les appareils de mesure et les consignes-interdits et obligations, basées sur les normes officielles qui s'appliquent dans l'ensemble de la République biélorusse. Son objectif est de faire comprendre aux élèves le becquerel scientifique et les consignes générales pour les territoires contaminés. La pédagogie Ethos est complémentaire. Elle insiste sur la culture radiologique pratique. L'élève est actif, il produit des connaissances utiles pour son propre village et il s'approprie les bons comportements. […] Ainsi, élèves et professeurs deviennent les vecteurs d'une culture radiologique pratique auprès de la population en reliant la vie quotidienne locale et les connaissances radiologiques. »

Gilles Le Cardinal, équipe Ethos

« Ensemble, avec les enfants, en nous servant des données de nos mesures, nous avons calculé le nombre de becquerels que nous ingérons en une journée avec les produits de consommation. »

« Liuba, directrice de l'école maternelle, participe au Groupe mamans. Elle raconte en termes simples l'histoire de Tchernobyl

➨ suite page 7

gner ces fâcheuses maladies psychosomatiques, il suffit alors de « rétablir la confiance des populations vis-à-vis de leur environnement contaminé ». « La pollution radioactive est à l'origine d'une profonde inquiétude de la population concernant ses possibles effets sur la santé. » (Extrait de Core)

« C'est quoi, ce comportement ? »

Ces programmes négationnistes sont donc arrivés à point pour éprouver la continuité de l'Etat nucléarisé. Prêchant dans les villages biélorusses la démocratie participative et la concertation citoyenne, arguant de la nécessité d'affronter ensemble le désastre, ils organisent la participation factice des futurs-ex-victimes à la gestion de leur propre agonie. L'essentiel est que les villageois aient l'impression de prendre en main leurs existences confisquées depuis si longtemps. Au cœur de l'expérience donc, la concertation avec les cobayes – tendance récente dans le cas du nucléaire – devrait permettre un nouveau type d'acceptation. Ces programmes pseudo humanitaires sont basés sur l'adoption d'absurdes « comportements de précaution » par les villageois. Et, si ces derniers ne se conforment pas à ces mesures comportementales qui envahissent leur quotidien, du ventre de leur mère à leur mort programmée, alors ils deviennent volontairement et individuellement responsables de leurs maux. Par leur mode de vie, les Biélorusses moribonds seraient coupables même de voir leurs proches mourir. « Pourquoi impliquer la population ? Essentiellement à partir du constat que c'est au cours de sa vie quotidienne qu'un habitant des territoires contaminés se trouve exposé sur le plan radiologique. Dès lors qu'il réside dans un territoire contaminé, c'est le résultat de ses gestes, de son action, de son travail d'agriculteur, de son comportement, de ses choix de vie, qui font qu'il est plus ou moins exposé. » (G. Hériard Dubreuil)

Former les relais du pouvoir

Les experts n'ont donc que la démocratie à la bouche. Il ne s'agit pourtant que d'une abstraction totale pour les Biélorusses, dont les préoccupations sanitaires (« Vais-je crever cette année ? Comment me procurer ces médicaments hors de prix ? Tiens, un poumon dans ma main... ») rejoignent difficilement celles de ces petits-bourgeois occidentaux, missionnaires de la nécessité d'une pseudo « nouvelle gouvernance ».



“ Nous devons apprendre aux gens à vivre avec la radiation, surtout aux enfants et aux jeunes. […] Chacun doit prendre en charge son propre destin. L’objectif de l’Etat est d’aider à cela.* ”

La démocratie est encore plus chimérique dans un pays où la préoccupation principale reste, et restera longtemps, simplement de ne pas crever trop tôt et trop douloureusement. Mais ces « péquenots » ne pensent qu’à bouffer et à se soigner. Les experts méprisent ces paysans des kolkhozes.

La concertation certes, mais pas avec tout le monde. Seules certaines professions sont visées dans un premier temps. Concrètement, 80 volontaires détenant des postes clés – enseignants, médecins, infirmiers, radiamétristes, brigadiers de kolkhozes, etc. – se voient confier du matériel de spécialiste, apprennent le bric-à-brac des diverses mesures de la radioactivité, ainsi que la langue de bois qui l’enrobe. On s’appuie sur les habituels relais du pouvoir, qui deviennent les exécutants zélés d’une gestion sociale dont les intérêts sous-jacents ne les regardent pas.

Un instituteur de village résume parfaitement ce fonctionnement : « Il est important aussi d’avoir le soutien du directeur de l’école pour qu’il puisse créer des clubs de culture radiologique pratique qui permettent l’organisation des expositions, des spectacles, des journées à thème à l’école. On doit pouvoir s’appuyer sur les professionnels locaux, médecins, radiamétristes, agriculteurs privés, kolkhoziens. » Les basses besognes – absurdes – sont assurées par les fourmis contaminées, pendant qu’une équipe internationale définit les grandes lignes de leur becquerel strategy. La « culture radiologique » assenée par les experts se veut totalisante, le programme Ethos occupe tous les terrains : éducation des enfants, mesure de la radioactivité au quotidien, agriculture. La dernière entreprise de négationnisme nucléaire atteint les Biélorusses au cœur de leur vie. Les cobayes doivent s’imprégner d’une véritable culture du contrôle sanitaire, qui jalonne leur quotidien, et les empêche ainsi de prendre un recul fatal sur des mesures dont l’innocuité est évidente.

« Sans la mesure, le monde reste étranger »

« Nous n’avons pas fait un travail classique d’expert agissant seul pour communiquer ses résultats […], nous leur avons mis des appareils de mesure dans les mains. » (G. Hériard Dubreuil)

Les professionnels formés aux mesures de la contamination peuvent désormais diffuser consignes et instruments de mesure auprès du reste de la population, notamment aux mères de famille. Le jargon technocratique de pointe s’applique donc in fine aux structures sociales les plus traditionnelles. Compter les becquerels de sa maison, de son potager et de ses champs, des bois, du poêle, de son assiette, de son corps et de celui de ses enfants, etc. : voilà des détails du quotidien qui doivent devenir des réflexes dans chaque famille. Ainsi, chacun a les cartes en main pour connaître en détail les modalités de son agonie.

« Il est nécessaire de développer au sein de la population une culture écologique moderne. » (Vladimir Pachkevitch, président du comité exécutif du district de Stolyn. « Un des effets de l’accident de Tchernobyl, c’est aussi d’ajouter une dimension, une qualité supplémentaire aux choses et à la vie. Cela se traduit par l’irruption dans le langage de nouveaux mots, de nouvelles expressions, de nouvelles unités plus ou moins compréhensibles. Chacun doit s’approprier tout cela s’il veut rester en prise avec cette nouvelle réalité. » (Jacques

*** Citation** du comité Tchernobyl, l’organisme d’Etat biélorusse chargé de gérer toutes les questions ayant des liens avec le nucléaire sur tout le territoire de la république.

avec une marionnette (canard). Elle organise une excursion en forêt et dans la maison d’un enfant pour réaliser des mesures qu’elle compare ensuite avec les mesures dans la crèche. »

« Maria est prof de mathématique en 5e, elle participe au Groupe lait. Elle organise une excursion dans un champ. Les élèves prélèvent des échantillons d’herbe par endroit en repérant la position par un numéro ; ils apportent les échantillons à la radiamétriste pour mesurer la radioactivité. Un travail mathématique est organisé à partir des données recueillies ; plus de vingt exercices sont réalisés. »

« Micha est prof de physique et d’informatique en 10e. Il propose d’étudier avec ses élèves le phénomène de la décroissance de la radiation en fonction de la distance. Il utilise l’exemple des cendres du poêle : calculer la quantité de cendres produites dans le village en une année à partir de la production de cendre en une journée pour un poêle ; calculer le tonnage de cendres produit par mois par an par famille, puis pour tout le village. En déduire le nombre de passage de camions nécessaires pour ramasser ces cendres et les stocker à l’extérieur du village. »

« Pour qu’ils travaillent plus sérieusement, j’ai décidé de leur faire un peu peur. Je leur ai parlé de l’influence néfaste de la radiation sur l’organisme, surtout sur les organes sexuels et la moelle épinière. Ils ont dit qu’ils seraient très intéressés de savoir comment éviter ces effets. Nous nous sommes mis à travailler ensemble. »

N. Boltova, professeur de travail manuel à Retchisa, et E. Kozachuk, professeur d’histoire de Gorodnaïa, au séminaire de Stolyn, novembre 2001

Le « Groupe pommes de terre »

« La catastrophe de Tchernobyl est en premier lieu la catastrophe des régions agricoles. […] Il faut des ressources et de nouvelles technologies de transformation de la production agricole. On peut produire sur les terres contaminées avec la même efficacité que sur les terres propres. »

Vladimir Tsalko, président du comité Tchernobyl

« Ils ont utilisé des engrais et des produits phytosanitaires. Nous ne tirons pas de conclusions définitives, mais nous pouvons dire que les gens ont commencé à s’initier au développement de la culture technologique pour cultiver les pommes de terre. Le résultat le plus important est l’effet économique des mesures que nous avons proposées à la population. »

Sergueï Tarassiuk, Brissa, Ethos

➨ suite page 8



« Le programme prévoit aussi une série de mesures visant à faire revenir des spécialistes qualifiés sur ces territoires, en particulier dans le secteur agraire, où l'on manque de spécialistes. […] Par exemple, en ce qui concerne le district de Stolyn, on y a fourni 812 tonnes d'engrais potassiques et phosphatés. Cette démarche constitue une mesure de réhabilitation. »

Valery Chevtchouk, vice-président du comité Tchernobyl

« Nous voyons ici une situation où, progressivement, malgré les problèmes rencontrés, la vie reprend le dessus. Et la vie, c'est d'abord l'agriculture qui apporte la nourriture. Nous sommes heureux d'avoir pu contribuer à démontrer qu'effectivement, il était possible de s'engager dans des voies de progrès, même dans des conditions qui apparaissent malgré tout difficiles. »

Michel Mollard, Fert

« Si le district de Stolyn est demain, je l'espère, riche, il y aura encore de la radioactivité, mais cette radioactivité sera quelque chose de supportable à tous les niveaux. »

Henry Ollagnon, Inra

« Il faut créer les conditions pour former des sujets économiques modernes aptes à se développer avec succès dans les conditions du marché. Il s'agit des petites et moyennes entreprises qui se trouvent à l'heure actuelle dans un état embryonnaire et qui sont nécessaires à l'économie agricole au niveau d'une production hautement rentable. Les voies de réformes du secteur agraire de l'économie sont connues, de même que les difficultés qu'il nous faudra surmonter. Enfin, il est nécessaire de développer au sein de la population une culture écologique moderne. La nécessité de respecter les règles modernes de sécurité radiologique dans les territoires contaminés doit entrer dans la démarche quotidienne de chaque habitant. »

Vladimir Pachkevitch, président du comité exécutif du district de Stolyn

Lochard, directeur du CEPN et coordinateur d'Ethos) L'implication des familles ouvre la voie de leur culpabilisation. Si les mesures dépassent la sacro-sainte « norme républicaine », si les enfants continuent de mourir, c'est que leurs mères n'ont pas dû mettre beaucoup de bonne volonté dans l'application des comportements de précaution… Poêle à bois, poussières, viande, lait, légumes du potager, etc. : la mère est censée tout mesurer chaque jour.

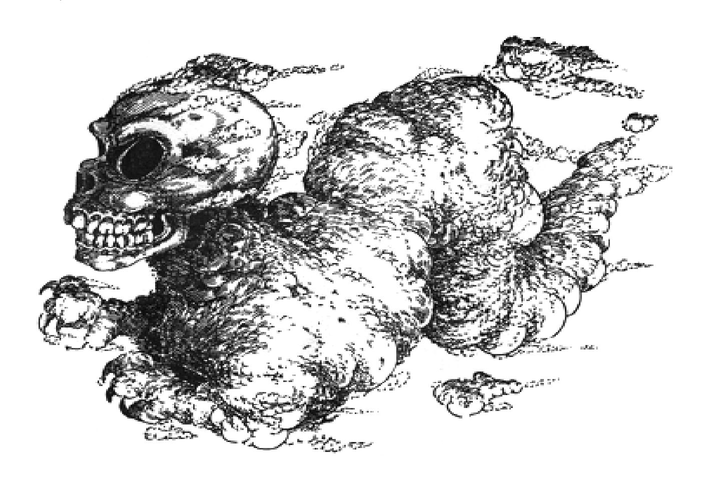
« Ethos démontre de manière convaincante que nous tous, du ministre académicien jusqu'au kolkhozien retraité, nous devons réunir nos efforts pour résister à notre malheur commun. […] Le travail des experts français dans le cadre du projet Ethos est encore à analyser, mais on peut d'ores et déjà dire le résultat principal : une approche tout à fait nouvelle du problème et de sa solution. » (Vladimir Pachkevitch)

Le désastre remet en cause l'appareil traditionnel d'appréhension et de mesure de la radioactivité hérité d'Hiroshima. La norme est un concept pratique à manier. Quelque soit la norme considérée [8] elle implique par définition qu'il y a un niveau de radioactivité au-dessous duquel on ne risquerait rien.

L'illusion de la maîtrise chiffrée a plusieurs avantages. Elle donne des repères rassurants aux locaux qui subissent les désagréments des installations nucléaires et répond ainsi à la demande d'expertise des cobayes. En deçà d'un certain seuil, plus rien ne vient troubler la paisible normalité de la pollution radioactive. Par suite, la fixation des seuils est un outil privilégié pour désamorcer les colères et cristallise les velléités de participation citoyenne de ceux qui n'avaient auparavant qu'à se taire et crever en silence. Maintenant, ils peuvent crever au son de la douce sérénade des experts qui expliquent doctement que les seuils qu'ils avancent sont les seuls raisonnables. Ils en revoient même parfois d'anciens à la baisse pour mieux coller au simulacre démocratique qui encadrent les interventions. ●

Liux
2005-2007

1 Déjà plus de 25 000 morts et plus de 200 000 invalides.
2 Il n'existe pas d'évaluation du nombre de morts civils qui ont été irradiés juste après l'explosion. On sait seulement qu'ils se comptent en dizaines de milliers.
3 80 % des enfants sont malades, ils souffrent de maladies cardiaques, du foie, des reins, de la glande thyroïde, de mutations génétiques, de malformations congénitales, du système nerveux, etc.
4 Centre d'études atomiques.
5 Compagnie générale des matières nucléaires.
6 Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.
7 Institut national de la recherche agronomique
8 Normes de radioprotection des travailleurs et du public, de rejet des effluents radioactifs des centrales, limites d'intervention (évacuation, confinement) et de contamination radioactive des aliments, contamination des sols acceptable pour l'agriculture et l'habitat dans les gestions post-accidentelles, etc.



Piégés à la Nouvelle-Orléans, d'abord par les flots, ensuite par la loi martiale…

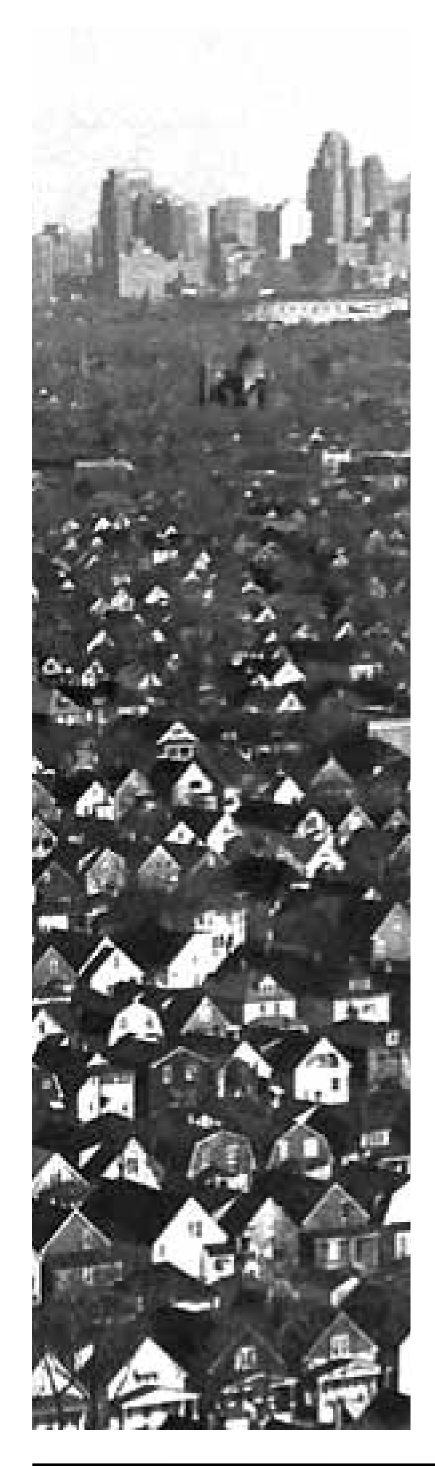


Nous publions ici un long extrait d'un texte qui a circulé sur Internet il y a plus d'un an maintenant. Larry Bradshaw et Lorrie Beth Slonsky participaient à une conférence à la Nouvelle-Orléans lorsque l'ouragan Katrina a frappé la ville en septembre 2005. Ils ont passé presque une semaine coincés par les inondations et le cordon instauré par la loi martiale. ■ F

Les hôtels nous ont expulsés et ont fermé leurs portes, nous disant que les « autorités » avaient demandé que nous rejoignions le Centre des conventions pour y attendre les autocars. Lorsque nous sommes entrés dans le centre-ville, nous avons finalement rencontré la Garde nationale. Les membres de la Garde nous ont dit que nous ne serions pas autorisés à entrer dans le Superdome car l'abri principal de la ville s'est dégradé jusqu'à devenir un enfer humanitaire et sanitaire. Selon eux, le seul autre abri de la ville, le Centre des conventions, était aussi en train de tourner au chaos et les policiers ne laissaient plus entrer personne. Naturellement, nous leur avons demandé : « Si nous ne pouvons pas pénétrer dans les deux seuls abris de la ville, quelle est notre alternative ? » Les gardes nous ont dit que c'était notre problème et qu'ils n'avaient pas d'eau à nous donner. C'était la première de nos nombreuses rencontres avec les forces de l'ordre, ineptes et hostiles. Nous avons marché jusqu'au commissariat à Harrah sur Canal Street et, là, nous avons entendu la même chose : que nous devions nous débrouiller par nous-mêmes et qu'ils n'avaient pas d'eau à nous donner.

> **« Près du pont, les policiers ont tiré au-dessus de nos têtes. »**

Notre groupe comptait alors plusieurs centaines de personnes. Nous avons tenu une assemblée générale pour décider quelle action poursuivre. Nous nous sommes mis d'accord pour faire du camping devant le commissariat. Nous serions ainsi sous l'œil des médias, ce qui serait visiblement humiliant pour les autorités de la ville. La police nous a dit que nous ne pouvions pas rester. Malgré tout, nous avons commencé à nous installer et à organiser notre camp. Bientôt, le commissaire a traversé la rue pour s'adresser à notre groupe. Il nous a dit qu'il existait une solution : nous devions marcher vers l'autoroute Pontchartrain et traverser le grand pont de la Nouvelle-Orléans où les policiers disposaient de nombreux autocars qui nous attendaient pour nous faire sortir de la ville. La foule a applaudi et a commencé à s'animer. Nous avons rappelé tout le monde et nous avons expliqué au commissaire qu'il circulait beaucoup de fausses informations. Est-ce qu'il était sûr que des autocars nous attendaient ? Le commissaire s'est tourné vers la foule et a déclaré avec emphase : « Je vous jure que les autocars sont là. » Nous nous sommes organisés et nous étions deux cents à marcher vers le pont, avec beaucoup d'excitation et d'espoir. Alors que nous passions devant le Centre des conventions, plusieurs habitants de la ville ont vu notre groupe, déterminé et optimiste, et ils ont demandé où nous allions. Nous leur avons rapporté la grande nouvelle. Des familles ont immédiatement pris leurs quelques affaires et nous ont rejoints. La taille de notre groupe a doublé, puis doublé encore. Nous avions avec nous des bébés dans des poussettes, des gens appuyés sur des béquilles, des vieux et d'autres en fauteuils roulants. Nous avons marché quatre à six kilomètres environ jusqu'à l'autoroute et nous avons monté la pente raide



qui nous menait au pont. Il pleuvait beaucoup maintenant, mais la pluie ne refroidissait vraiment pas notre enthousiasme.

Quand nous sommes arrivés près du pont, les policiers armés ont formé une ligne au pied de celui-ci. Avant que nous les ayons approchés assez pour leur parler, ils ont commencé à tirer avec leurs armes au-dessus de nos têtes. Cela a fait fuir la foule dans tous les sens. Tandis qu'elle s'éparpillait, quelques-uns d'entre nous se sont approchés d'eux pour les engager à discuter. Nous leur avons répété notre conversation avec le commissaire. Les policiers nous ont informés qu'aucun autocar n'était là. Le commissaire nous avait menti pour nous faire bouger. Nous avons demandé pourquoi nous ne pouvions pas traverser le pont quand même, étant donné, surtout, qu'il y avait peu de circulation sur l'autoroute à six voies. Ils ont répondu que West Bank n'allait pas devenir la Nouvelle-Orléans et qu'il n'y aurait pas de Superdome dans leur ville. C'était dire en langage codé que, si vous étiez pauvres et noirs, il n'était pas question de traverser le Mississippi et de vous échapper de la Nouvelle-Orléans. Notre petit groupe a reculé jusqu'à l'autoroute 90 pour se protéger de la pluie en stationnant sous son tablier. Après avoir débattu des alternatives possibles, nous avons décidé de construire un camping au centre de l'autoroute Ponchartrain, sur les côtés, entre les sorties O'Keefe et Tchoupitoulas. Notre idée était qu'ainsi, nous serions visibles de tout le monde, que nous serions en sécurité, l'autoroute étant surélevée, et que nous pourrions attendre et surveiller l'arrivée des autocars. Toute la journée, nous avons vu d'autres familles, individus et groupes qui faisaient le même trajet sur la pente, s'efforcer de traverser le pont et se faisaient toujours repousser. Certains étaient chassés par des salves, d'autres simplement par des « Non ! », et d'autres encore ne faisaient agresser verbalement et humilier. Des milliers d'habitants de la Nouvelle-Orléans n'ont même pas pu évacuer la ville à pied.

Entre-temps, les deux seuls abris de la ville continuaient à se dégrader. Seuls les véhicules pouvaient traverser le pont. Nous avons vu des ouvriers voler des camionettes, des autobus, des camions de déménagement et toute voiture pouvant être démarrée sans clé à code. Les véhicules étaient tous remplis de personnes essayant d'échapper de la zone de misère qu'était devenue la Nouvelle-Orléans. Notre petit camping a commencé à fleurir. Quelqu'un a volé un camion de livraison d'eau et il nous l'a amené. De grands bravos pour les pillards ! A peu près deux kilomètres plus loin sur l'autoroute, un camion de l'armée a perdu quelques cartons d'approvisionnement en tournant. Nous avons amené la bouffe à notre camping dans des caddies. Les deux besoins essentiels, nourriture et eau, étant maintenant assuré, l'esprit de coopération, de communauté et la créativité ont fleuri. Nous avons assuré le nettoyage et pendu des sacs poubelle depuis des piliers. Nous avons fait des lits avec des palettes et des cartons. Nous avons choisi un caniveau pour en faire des toilettes et les enfants ont construit un enclos avec du plastique, des parapluies cassés et d'autres débris pour les rendre intimes. Nous avons même organisé un système de recyclage de la nourriture où les personnes pouvaient échanger des parties de leur approvisionnement […] ●

L'empire toxique de la Louisiane

La catastrophe qui a frappé la Nouvelle-Orléans ne représente, en dernière analyse, que la forme paroxystique des désastres qui touchent le golfe du Mexique depuis des décennies. Car la Louisiane et les eaux qui la bordent sont l'une des zones les plus industrialisées des Etats-Unis, dont la clé de voûte est l'extraction de pétrole en mer et la pétrochimie qui l'accompagne. Au quotidien, l'industrialisation frénétique de la région génère de telles nuisances que les côtes de la Louisiane battent tous les records des Etats-Unis en matière de cancers, de malformations, etc., leur principale victime étant la population pauvre noire entassée autour des bayous transformés en poubelles. De plus, par le chaos climatique qu'elle engendre, l'industrialisation de la zone du Golfe favorise la multiplication d'ouragans dévastateurs comme Katrina qui, en retour, ravagent les sites industriels, en particulier les plates-formes pétrolières, provoquant, parmi d'autres maux, de gigantesques marées noires dans l'ensemble du delta du Mississippi. ●

D'après l'article du journal *Earth First !*, premier trimestre 2006

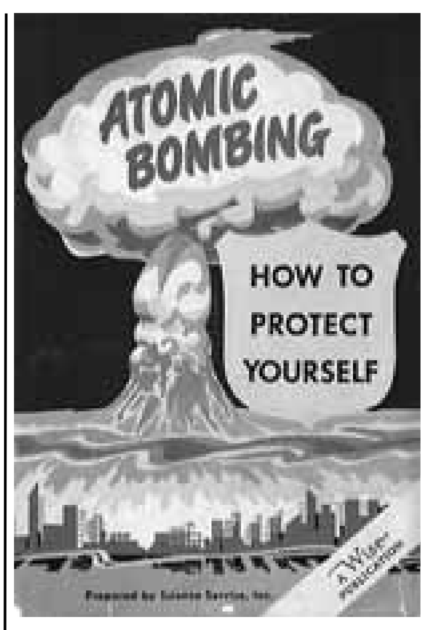
Simuler pour mieux contrôler

Tous les technocrates pronucléaires le disent : les temps ont changé, la « radiophobie », cette invention de l'après-Tchernobyl pour nier les conséquences du désastre, a vécu. L'époque n'est plus à la négation pure et simple des dangers environnementaux et des risques pour la santé des populations. Depuis Tchernobyl, analysée avant tout comme une erreur stratégique de communication liée à une culture militaire du secret, l'accident majeur n'est plus une éventualité mais un élément du réel à intégrer à la communication institutionnelle. Comme le résume très simplement une brève AFP d'avril 1991 : « La catastrophe de Tchernobyl a néanmoins eu un effet bénéfique puisqu'elle a conduit à une transparence de l'information dans ce domaine et à une collaboration internationale entre les organismes chargés du nucléaire dans le but d'accroître la sûreté des réacteurs. » Après sa première campagne publicitaire sur le nucléaire en 1992, EDF s'est mise elle aussi à la conférence citoyenne qui vient valider des décisions déjà prises ; sans parler des expositions scientifiques pour le grand public et des kits d'intervention dans les écoles. Ce qui est dit n'en reste pas moins mensonger, mais l'ensemble du discours s'est déplacé et le risque majeur y a pris une place centrale[1].

C'est dans ce cadre général d'évolution des discours négationnistes que l'on peut comprendre la véritable explosion des simulations et autres « exercices de crise grandeur nature ». Aujourd'hui, la simulation est partout : dans une école primaire, dans un champ, dans une station de RER, dans la cour d'un hôpital, au bord d'un lac, dans le périmètre d'une centrale... La simulation nous dit avant tout que la catastrophe aura bien lieu et que l'on n'y peut rien ; mais elle nous dit aussi que ce n'est pas si grave pour peu que tout le monde ait intégré ce qu'il aura à faire : en substance, attendre et obéir.

L'observation d'une simulation d'exercice après un « incident avec un lâcher de gaz radioactifs à la centrale de Belleville-sur-Loire », au printemps 2005, nous a menés à une première conclusion. Cette histoire est une évidente supercherie, à commencer par le scénario : à aucun moment, les vents dominants n'ont soufflé dans le sens choisi par les autorités pour simplifier la gestion administrative des services concernés. Les 50 participants sont prévenus et payés une centaine d'euros pour se plier à ces clowneries ; ils ont attendu sagement trois heures qu'une 4L des pompiers volontaires du village voisin viennent les chercher ; il faudra ensuite 3 heures supplémentaires pour les regrouper, les compter, les identifier avant de les déplacer vers le centre de réhabilitation. Au passage, ces 50 personnes ont été mises en contact avec une bonne centaine de personnes qui n'étaient pas elles-mêmes en tenue de radioprotection tandis que des non-contaminés étaient transportés dans des véhicules contaminés… On peut penser qu'en cas d'annonce radiophonique de ce genre « d'événement », de contamination d'un périmètre, ce sont plutôt 5 000, voire 50 000 personnes, qui se retrouvent contaminées et qui n'attendent pas sagement.

Pointer la fumisterie peut mener à deux impasses. Celle d'un « réseau » de veille qui demanderait des exercices efficaces, sérieux, plus réalistes… dont nous ne voulons évidemment pas. Prendre de la distance ne doit pas non plus nous faire penser qu'au fond, ces exercices sont ratés et ne servent à rien. La simulation joue évidemment un rôle central dans le dispositif général de l'acceptation contemporaine. Elle est un des éléments de cette nouvelle industrie de la

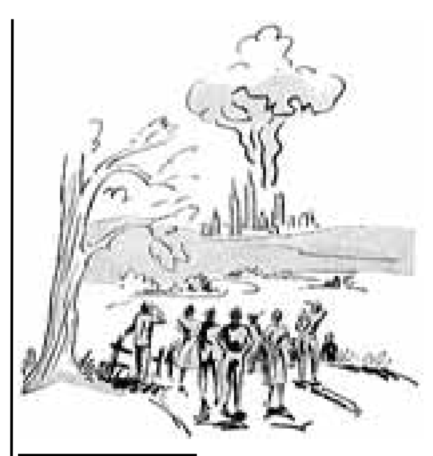


Le ministère de la peur et de la confusion organisée…

La brochure « Bombardement atomique, comment vous protéger vous-mêmes » fut concoctée par la Rand Corporation, pépinière des Docteurs Folamour du Pentagone, et diffusée dès le début des années 1950, entre autres dans les écoles, les collèges et les universités, par l'Office de la protection civile américaine. La guerre de Corée commençait et la hantise de la solution finale par la Bombe était à son comble. C'était la première brochure du genre, destinée à faire participer, sous la houlette de l'administration fédérale, la population civile des Etats-Unis à la défense de l'Etat « le plus libre du monde » et à neutraliser la moindre tentative de remettre en cause ses objectifs, en particulier guerriers. C'était l'époque où Herbert Marcuse affirmait avec quelque raison : « L'ennemi est là en permanence, aussi menaçant en temps de paix qu'en temps de guerre. [...] Il a sa place dans le système. c'est l'un de ses éléments de cohésion. » Notre choix d'images et de commentaires l'illustre amplement. Nous les avons mis en parallèle avec des extraits de la presse contemporaine. Rien n'y manque, pas même le mythe de la bombe atomique de poche du KGB. A méditer sérieusement par les temps qui courent, où la figure de Ben Laden remplace celle de Staline au panthéon des monstres mis en spectacle et destinés à terroriser la population du meilleur des mondes... ■

A D & Ropi
Mai 2007

➨ suite page 12



Phase 1 Attaque atomique soviétique, détruisant Manhattan, à New York.

L'attaque terroriste nucléaire simulée à Bruxelles, qui abrite le siège des institutions européennes et l'Otan, pourrait, dans la réalité, faire 40 000 morts. Le bilan devrait augmenter avec la progression du nuage radioactif, indiquent des participants à l'exercice organisé en présence d'ambassadeurs auprès de l'UE, du représentant pour sa politique étrangère, J. Solana, et de son coordinateur antiterrorisme, G. De Vries. L'Alliance atlantique a pris part à la simulation, réalisée par la Nuclear Threat Initiative, appuyée par son secrétaire général, J. Hoop Scheffer. La NTI, qui a pour but de réduire les menaces posées par les armes de destruction massive, est présidée par l'ex-sénateur S. Nunn et T. Turner, patron de CNN.

International Herald Tribune, mars 2004



Phase 2 Profitant du chaos, les communistes dissimulent des bombes atomiques valises.

Le 11 septembre 2001, après l'attentat contre les Twin Towers et le Pentagone, l'administration US a déclenché l'alerte nucléaire, dit G. Allison, ex-vice-secrétaire à la Défense de B. Clinton. Pour lui, B. Laden a affirmé au journaliste H. Mir, ancien du Mossad, qu'il disposait de l'une des armes nucléaires portatives inventées à l'époque de la Guerre froide par les savants russes : la bombe valise. Les intervenants estiment que la mobilisation des Etats et des peuples et les moyens mis en œuvre ne sont pas en rapport avec la menace.

New York Times, octobre 2005

➨ suite page 13

peur en train de restructurer tous les aspects de notre monde ; de la guerre préventive à la normalisation quotidienne à coups « d'attentifs ensemble », en passant par la traque des « prédispositions à la délinquance ». « Agir dans un monde incertain », c'est le nouveau credo du marchand de biscuits à l'expert international. La simulation scénarise l'événement, anticipe les réactions, prépare les corps, met en scène les comportements, pour finalement les faire intérioriser aux divers « acteurs ». En fonction des cas, on peut essayer de distinguer trois type d'usages psychologiques et idéologiques des simulations. Ils se combinent dans chaque exercice en plus ou moins grande proportion.

Comme pour les travailleurs du nucléaire, à qui la simulation d'accident a été longtemps réservée, la simulation d'aujourd'hui a avant tout des usages professionnels, techniques. Il s'agit de tester les capacités d'action des spécialistes qui auraient à gérer ce type de crise : les autorités administratives, les services divers de la protection civile, les pompiers, le Samu, les forces de sécurité étatiques et parfois privées. Comme ailleurs dans ce monde, le point qui obsède le plus les gestionnaires est la communication interne. Que tout le monde se comprenne pour essayer de travailler avec les autres. Se battre avec une bâche de décontamination qui, décidément, fait chier, demander à son chef « comment on fait pour desserrer le masque parce que là je respire plus » ; régler pendant des heures l'antenne d'un radio amateur. Bref, l'enjeu principal est de rassurer ses hommes, faire en sorte qu'ils ne cogitent pas trop et qu'ils en concluent que « décontaminer des gens, c'est comme sauver le chat d'une petite vieille sur un toit du village ». Les populations riveraines ne sont alors que vaguement prévenues, voire seulement informées après coup du bilan toujours « positif, même si on essayera de faire mieux la prochaine fois ».

Un deuxième type de simulation d'accident fait au contraire la part belle aux populations riveraines. On passe de la routine du travail bien fait à une logique plus évidente d'habituation. Il s'agit à la fois de dédramatiser la proximité de la centrale et, surtout, d'apprendre la soumission. D'abord, décliner toutes les dix minutes son identité ; puis, très vite, se livrer corps et âme sans rechigner au regard et aux appareils de mesures d'hommes en tenues NRBC dont on distingue à peine le regard et dont la voix est modifiée par le masque ; on passe une jambe au-dessus de la ligne jaune, puis une deuxième, on lève les bras en croix, on se retourne et, si on est une fille, on écarte les jambes devant un monsieur qui savoure et prend tout son temps (pourquoi pas après tout, c'est pour de faux) ; mettre ses affaires dans un sac poubelle ; passer ensuite à la douche, nu, devant ces mêmes spectateurs et, lorsque l'on en sort, on ne s'appelle plus monsieur ou madame Untel, mais n° 54 ; les cheveux mouillés, en pyjama d'hôpital, on rentre alors par paquets de six dans un camion élégamment fourni par l'IRSN (les wagons Pellerin) ; une fois le corps tout entier pris dans une machine étrange, des blouses blanches mesurent votre « contamination interne », prennent votre numéro de Sécu et griffonnent un papier ; vous font ressortir car, évidemment, cette fois-ci, tout va bien ; reste alors la prise en main psychologique, très à la mode depuis l'invention dans les années 1990 d'un statut de victime psychologique qui part du principe que le choc est quelque chose d'anormal que l'on doit traiter individuellement. C'est, bien sûr, la gentille école communale qui est alors transformée en « cellule » : « Mettez-vous au chaud quand même… »

Tandis que le policier explique qu'il a simplement « demandé à jouer » quand il a su qu'il y avait l'exercice : « Moi, j'ai ici trente élèves…Bon, l'exercice nucléaire en lui-même, moi il m'apporte rien, par contre, la mise en place que j'ai faite ce matin au niveau du maintien de l'ordre m'a énormément apportée. » Quant aux militaires, ils restent en arrière-plan et regardent cette

agitation sourire aux lèvres : aujourd'hui, ils ne travaillent pas vraiment, demain, ce sont eux qui feront tout . Et le président de la commission locale d'information, créée pour s'assurer un surcroît de légitimité démocratique, de s'exclamer ravi : « On a enfin eu un vrai exercice d'alerte, complet et suivi, c'est la première fois qu'on nous montre les sas de décontamination, avec le personnel médical et le suivi psychologique. L'ensemble donne une impression de sérieux. » Il est content, le bougre.

La catastrophe doit pénétrer le quotidien, elle doit y prendre une place qui permette une sorte de mise à distance, mais une distance qui ne la fasse pas non plus tout à fait disparaître. Ce savant dosage se manifeste tout à fait clairement dans des simulations hypermédiatisées à l'échelle nationale, voire internationale. Ici, le décor est pharaonique et les figurants se comptent par centaines. La mise en scène est alors très directement destinée aux caméras. Elles se chargent de relayer dans tout le pays à travers de petites lucarnes une certaine idée de la prise en main. A ce stade, la simulation est le lieu (espace-temps) où la catastrophe industrielle « de proximité » se dissout dans le terrorisme international. A ce titre, les attentats du 11 septembre ont permis une accélération (si ce n'est pas un saut qualitatif) dans la fusion de ces deux « risques ». Encore une fois, la pseudo-exposition médiatique permet un tour de passe-passe : la défaillance technique disparaît petit à petit dans l'erreur (forcément humaine) et bascule finalement dans la malveillance volontaire, dans l'agression extérieure. Cette dernière a le mérite, pour les pouvoirs, de ne pouvoir être tout a fait anticipée à 100 %.

D'autre part, la menace d'un terrorisme devenu lui aussi bio permet de rassembler occasionnellement dans de grandes cérémonies la population, de pointer une responsabilité secondaire, parcellaire et d'expulser finalement le dissensus… jusqu'à la prochaine catastrophe. La confusion s'installe et on ne sait plus très bien où s'arrête la simulation et où commence l'incident ; où s'arrête le désordre industriel, où commence le terrorisme. Bien sûr, jamais pour dire que le plus grand terrorisme est industriel. Elaborer des scénarios à la bombe sale, les réaliser et les filmer bruyamment permet aux gouvernements d'utiliser comme moyen de contrôle de leur propre population ce pour quoi ces bombes seraient pensées : « Instiller la peur en contaminant et en gelant pour de long mois les zones habités ou stratégiques sur lesquelles elles seraient lancée. »[2] Et faire oublier au passage que sans combustible nucléaire, il n'y aurait pas de bombe sale et, surtout, qu'il n'existe pas de « bombe propre ». ●

Ropi
Décembre 2006

1 « Ces inquiétudes naissent d'abord des représentations que se font nos concitoyens des risques qu'ils associent aux irradiations, mais elles n'ont pu qu'être attisées par le climat de secret qui a longtemps régné dans ce domaine […]. Au moment où les pouvoirs publics organisent un débat qui se veut ouvert sur l'énergie, il convient de mettre à plat le dossier nucléaire et d'évoquer la question cruciale d'une refondation des relations entre la population et ses élus. Une manière de faire pleinement jouer son rôle à la démocratie », écrivent dans *Le Monde*, en 2003, les patrons de l 'Insee, de l'Ademe, du Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaire et de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

2 L'armée de terre a sorti en 2006 un manuel d'emploi de ses forces en zone urbanisée et entamé la construction d'un site de simulation. Dans la revue *Objectif doctrine,* le bien nommé Centre d'évaluation et de retour d'expérience tire les leçons tactiques et de formation des personnels des différentes interventions de sécurisation de zone urbaine (Somalie, Grozny et Kosovo). « Un environnement qui peut dégénérer, devenir incontrôlable », bref, une problématique qui peut survenir sur son propre territoire national à la suite d'un événement quelconque : une banlieue qui s'enflamme ou une panique généralisée à la suite d'un accident…



Phase 3 Les journalistes restent à leurs postes pour informer la population.

En 1989, le CEA a simulé pour ses cadres une crise fictive sur le thème d'un Tchernobyl à la française. Des journalistes payés 10 000 F/j ont été conviés à jouer le rôle qui serait le leur si la centrale venait à mettre réellement en danger la vie de la population. […] Ces dispositifs de gestion de crise ont pour but de contrôler l'information. Plus habilement que la censure, laquelle engendre rumeurs et comportements incontrôlables, la manipulation s'exerce en amont : la vérité n'est plus interdite, elle est maquillée. Même si elle finit par émerger, il sera trop tard pour rectifier le tir : un organe de presse revient rarement sur un sujet d'actualité périmé ou sur une affaire bouclée.

L'Evénement du jeudi, mai 1991



Phase 4 L'état d'urgence déclaré, la police peut abattre les fauteurs de troubles.

Les attentats d'envergure que la police australienne a annoncé avoir déjoué la semaine dernière auraient eu comme cible probable l'unique réacteur nucléaire d'Australie. […] Le Parlement a par ailleurs été saisi d'autres propositions de loi qui devraient, d'ici la fin du mois, accorder à la police et aux agences de sécurité le droit de garder en détention des suspects durant deux semaines sans inculpation. Les forces de sécurité pourront en outre être autorisées à tirer pour tuer dans certaines circonstances.

Le Figaro, novembre 2004

➨ suite page 15

Histoire de con-finement menée

ou qu'il est beau mon poulailler, mon petit intérieur !



Faisant suite a un précédent texte que nous avions fait paraître sur la grippe aviaire, *La basse-cour dépossédée*, qui s'appuyait sur un dossier de l'association Grain mettant en cause l'industrie avicole dans ce problème devenu mondial, nous vous livrons cette fois quelques réflexions sommaires sur les mesures de confinement proprement dites.

La peur n'évite pas le danger, le confinement non plus

Ces mesures nous ont été imposées et étaient censées contenir l'épidémie et que l'on retrouve d'ailleurs aussi pour les hommes dans diverses gestions de catastrophes. Telles sont, par exemple, les mesures imposées de cloîtrement des personnes dans leur habitation ou le lieu où elles se trouvent avec obligations de barricader portes et fenêtres, ne pas téléphoner, ne pas boire ni manger, ne pas aller chercher ses enfants, écouter la radio choisie par les autorités, etc., dans les exercices de simulation de catastrophes nucléaires possibles. Que ces mesures dans les abords proches d'un site nucléaire puissent paraître illusoires et aberrantes ne signifie pas non plus qu'elles soient totalement inutiles contre la propagation de germes ou de pollutions hautement pathogènes ou toxiques. Ce fut, à certains moments, comme pour la peste, des mesures d'isolement qui ne garantissaient pas totalement la propagation pathogène, mais qui la contenait. C'était déjà le révélateur des nuisances de la concentration des activités humaines. Aujourd'hui, ces mesures de confinement ne sont en réalité que la suite aberrante de cet industrialisme aberrant. Ce confinement relève et reflète l'idéologie dominante, c'est-à-dire d'une vie vécue sous bulle, d'une méfiance envers la nature et les autres, d'un déni du désastre industriel que l'on se refuse à remettre en question pour la simple raison que l'on en profite. Si cette supposée solution du confinement se révélera de plus en plus comme une prison pour tous, une banalisation d'états d'urgence et de couvre-feu, nous faisant ainsi payer le prix de notre collaboration volontaire ou forcée à ce monde criminel, elle nous enfonce un peu plus dans l'artificiel et un monde hors-sol techno-scientiste ludique, fait d'apparentes facilités et de propreté, mais dont nous aurons perdu la compréhension globale et le sens.

Comme nous l'avions souligné, les mesures de confinement, qui ont été imposées lors du précédent scénario de grippe aviaire (d'autres ne manqueront pas d'arriver) aussi bien aux particuliers ou aux petits éleveurs qu'aux industriels de l'élevage avicole, ne feront en réalité qu'aider à la disparition des premiers et provoquer une sélection des plus performantes chez les derniers. L'industrie avicole est, rappelons-le, la principale responsable de cette épidémie croissante dans le monde, aussi bien dans son apparition que dans sa propagation. Cette responsabilité commence à être reconnue piteusement sans faire trop de bruit dans certains médias comme dans *Le Monde* du 27 février 2007 dans lequel il est déclaré : « Les experts soulignent le rôle de la mondialisation du marché de la volaille dans la diffusion de l'épizootie » et que « même si la faune peut parfois jouer un rôle, on a plutôt le sentiment que l'essentiel de ce qui se passe

aujourd'hui est lié à la multiplication rapide du virus dans les élevages et, en particulier, dans les grands élevages qui lui donnent un potentiel multiplicateur énorme. » C'est timide comme remise en cause, mais les oiseaux sauvages vont peut-être ne plus être regardés comme les oiseaux de malheur d'Hichcock.

L'état de siège, un remède à la fuite

Pour relever un peu plus le côté cynique de cette histoire de grippe aviaire, nous voudrions apporter quelques observations supplémentaires sur ces mesures de confinement qui nous semblent pour le moins assez illusoires, sauf peut-être d'un point de vue spectaculaire. Tout d'abord, s'il est reconnu que la maladie peut être propagée par l'intermédiaire de mammifères ou d'oiseaux, le confinement pourra-t-il empêcher pratiquement des moineaux ou autres petits passereaux de venir picorer ou d'entrer dans la zone supposée étanche ; pourra-t-il empêcher les rats, souris, loirs d'y pénétrer, même accidentellement ? Ce n'est guère pensable.

Cette mesure de protection par le confinement agit sans aucun doute comme un miroir aux alouettes rassurant et ne peut rien garantir du tout. D'autant plus si l'on prend en considération l'intrusion indispensable de l'éleveur pour soigner ses volailles qui devrait, s'il ne veut pas trop introduire ou sortir de germes indésirables et devenir malgré lui un agent propagateur, construire un sas de décontamination dans lequel il devrait changer de tenue pour aller soigner ses bêtes. La tenue de rigueur étant bien entendu celle labelisée NRBC* avec masque à gaz et traumatisme assuré chez les volatiles.

Quand on se donne la peine d'affronter la réalité de ce genre de mesures désespérées de sauvegarde de la vie industrialisée, on imagine assez facilement, d'une part, la qualité de vie que nous procureront ces mesures d'enfermement diverses, de vie sous cloche, et, d'autre part, le genre de vie improvisée et autonome que cela va aider un peu plus à éradiquer.

Autres remarques à propos, cette fois, d'un formulaire dicté par les services vétérinaires de la préfecture et distribué par les mairies qui nous demandait de déclarer et d'enfermer nos volailles. Dans ce formulaire, on demandait également d'enfouir à un mètre de profondeur une volaille retrouvée morte que l'on devait au préalable enfermer dans un sac en plastique. Ceci ne relève pas d'un gag mais des prescriptions des formulaires préfectoraux. Si le sac en plastique, sans aucun doute biodégradable, pourra certainement favoriser un bon bouillon de culture microbien, aucun responsable des services vétérinaires qui est à l'origine de ce genre d'obligation ne s'est amusé à creuser un trou d'un mètre de profondeur pour y enterrer une malheureuse poule. Si la force ne doit pas vous manquer, le temps ne doit pas compter non plus. Sinon, il ne vous reste plus qu'à faire intervenir l'entreprise de terrassement du coin, surtout si le terrain est caillouteux ou gelé. Autant s'enterrer soi-même ! Quel sens peut-on trouver à tout cela quand on sait qu'il en sera tout autrement pour les pigeons de

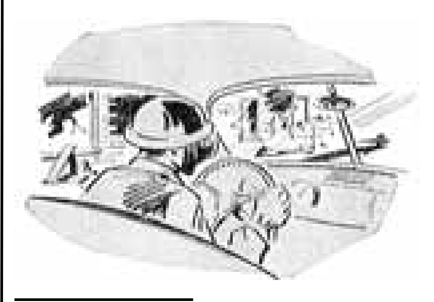




Phase 5 Les citoyens doivent surveiller et neutraliser la propagande communiste.

A la station de RER Invalides à Paris, a eu lieu la première simulation grandeur nature d'attaque bioterroriste. […] « La population a droit à l'information, mais l'Etat doit adopter une attitude équilibrée. Il faut éviter les excès. Les citoyens doivent être conscients des risques et de la capacité des services spécialisés à les protéger. Mais l'Etat ne peut pas tout faire. Chacun est acteur de la sécurité, face aux intempéries, au risque technologique et bioterroriste. Nous avons tous un devoir de vigilance. »

Régis Guyot haut fonctionnaire de Défense, Le Monde, octobre 2003



Phase 6 Les associations de quartier doivent contribuer à rétablir l'ordre.

De toutes les installations nucléaires françaises, c'est La Hague qui pose le plus de problèmes. Il faut immédiatement prévoir des moyens militaires pour protéger le site. […] La doctrine de sûreté du nucléaire vient de voler en éclats. Le concept probabiliste sur lequel elle reposait est invalidé (un danger très important, associé à une probabilité tellement faible que le risque était considéré comme acceptable). Le risque terroriste a été soulevé par quelques-uns depuis les années 1970. On a réglé la question par le silence total. Depuis le 11 septembre, cette époque est révolue, sous peine pour nos politiques de passer pour des irresponsables.

Le directeur de Wise, lobby écologiste, septembre 2001

➨ suite page 16



Phrase 7 Pendant l'alerte, personne ne doit sortir de l'usine, du bureau, de l'école...

Jeudi matin, 9 heures 30 : les trois sirènes de l'usine de retraitement de combustibles irradiés de La Hague et celles de Beaumont et d'Omonville sonnent l'alerte. Le maire de Beaumont-Hague peut lancer la procédure de confinement des huit cents enfants scolarisés dans les écoles et les collèges. Une heure plus tôt, un exercice était déclenché à Cogéma La Hague. Un accident dans l'unité UP3 de l'usine de retraitement de combustibles irradiés qui allait provoquer un dégagement radioactif dans l'atmosphère. Le scénario, « hautement improbable », explique la Cogéma, est celui d'un exercice grandeur nature.

Ouest-France, octobre 2005

Bonne révision de la conduite à tenir en cas de crise nucléaire. Cet exercice est un test de dimension nationale pour l'ensemble des opérateurs chargés de la gestion de la crise nucléaire. Sur les 26 500 habitants de la zone, 8 000 seront avertis par un message d'EDF transmis par téléphone filaire. Une centaine de foyers feront l'objet d'une opération d'alerte tandis que les autres seront avertis par un message diffusé par haut-parleur, radio et ronde des pompiers. [...] Les élèves d'une cinquantaine d'établissements joueront en temps réel les modalités du plan de mise en sûreté.

La sous-préfecture de Dunkerque, mai 2004

➨ suite page 17

l'église, les pigeons voyageurs, les cygnes du châtelain du coin, du gibier d'élevage pour la chasse, etc.

Du contrôle, encore du contrôle, toujours du contrôle

Dans cette histoire de confinement, la grippe aviaire n'en est pas le seul avatar. Il est manifeste que l'homme industriel s'applique à lui-même le sort qu'il réserve à ses bêtes. Récemment, dans les écoles de la région parisienne (voire peut-être ailleurs ?), les enseignants ont reçu les directives à appliquer pour se confiner avec les élèves en cas d'accident majeur, industriel ou nucléaire ! S'il n'y a malheureusement que les autorités pour prendre au sérieux un tel scénario avec, à l'appui, des exercices de simulation pour s'instruire des difficultés qu'ils auraient à rencontrer dans sa gestion, la population, quant à elle, sera guidée et triée comme du bétail et cela ne semble pas trop la déranger étant donné le peu de réactions que cela suscite.

Dans ces directives, confinement oblige, il était amené une petite précision concrète et quelque peu logique, qu'il n'est peut-être pas inutile de relever ici : les enseignants ont l'ordre de ne pas céder aux supplications des parents qui voudraient récupérer leurs enfants... Si nous vous laissons imaginer la difficulté laissée à l'enseignant afin d'assumer une telle décision, nous pouvons également facilement voir dans ce confinement, pour la bonne cause, une vulgaire prise d'otages pour empêcher les parents de fuir...

Enfin, l'isolement du chacun chez soi devient la norme appliquée à la situation « normale » comme à la situation de « crise ». Plus largement, la séparation dans tous les comportements humains fait que la différence devient de plus en plus minime et que l'action ou l'idée collective est rangée au titre de danger. C'est une situation séduisante pour un idéal de gouvernance autoritaire où le confinement de la pensée et de la réflexion est réduit lui aussi à l'espace qu'on lui laisse : la participation, la cogestion et le réformisme. En fait, une opposition possible à ces mesures est concrètement bien difficile, sinon à donner du grain à moudre au système pour se perfectionner. Alors, afin de ne pas remettre sans cesse et définitivement nos vies entre les mains d'experts ou d'autorités « bienveillantes », il nous reste une position de rupture radicale sans tomber toutefois dans les pièges du nihilisme et du primitivisme.

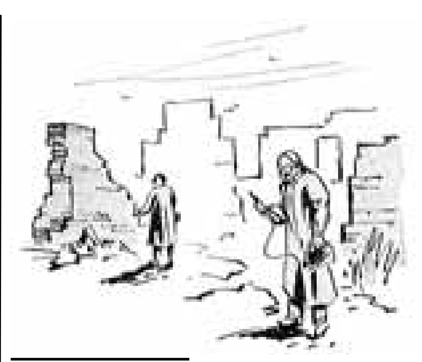
Cette opposition n'est pas le fruit d'une idée fixe abstraite et idéologique, mais le résultat d'observations concrètes du délabrement de nos conditions d'existence et de ce qui nous reste d'autonomie. Nous recevons de plein fouet la déshumanisation de ce monde et l'avènement du règne de l'artificiel et du contrôle. Toute ces mesures d'exception ne sont pas anodines, elles sont des outils du pouvoir, des camisoles volontaires, liberticides mais sanitaires pour nous faire accepter de gré comme de force ce monde si con et tellement… finement mené. ●

J & J
Janvier 2007



*** NRBC :** tenue de protection contre les pollutions nucléaires, bactériologiques, chimiques, etc.

Les blouses blanches à la rescousse !



Phrase 8 Après l'alerte, la protection civile doit mesurer la radioactivité.

Le Secrétariat général du gouvernement vient de valider une circulaire sur les moyens de secours et de soins face à une action terroriste nucléaire. La France se dote d'un schéma d'organisation sans équivalent dans le monde. [...]. La formation de base des médecins à la prise en charge des victimes radiocontaminées a déjà fait l'objet d'un test (DR). S'agissant des risques NRBC (nucléaire, radiologique, biologique et chimique), le N et le R sont les moins bien lotis : la culture du secret défense a occulté celle du risque, de sa prévention et de son traitement.

Le Quotidien du médecin, mai 2003



Phrase 9 Dès que la radioactivité baisse, il faut réduire les fractures et soigner les brûlures.

L'intervention en situation d'urgence radiologique exige du personnel médical le maximum de rigueur et d'esprit de décision. Mais il doit comprendre que, dans le domaine de la radiocontamination, l'essentiel, c'est l'intervention de type médico-chirurgicale pour traiter les blessures et les brûlures. De toute façon, à l'exception des grands irradiés condamnés à très bref délai, la plupart des cancers radio-induits n'apparaissent que bien plus tard.

Le Quotidien du médecin, juin 2000

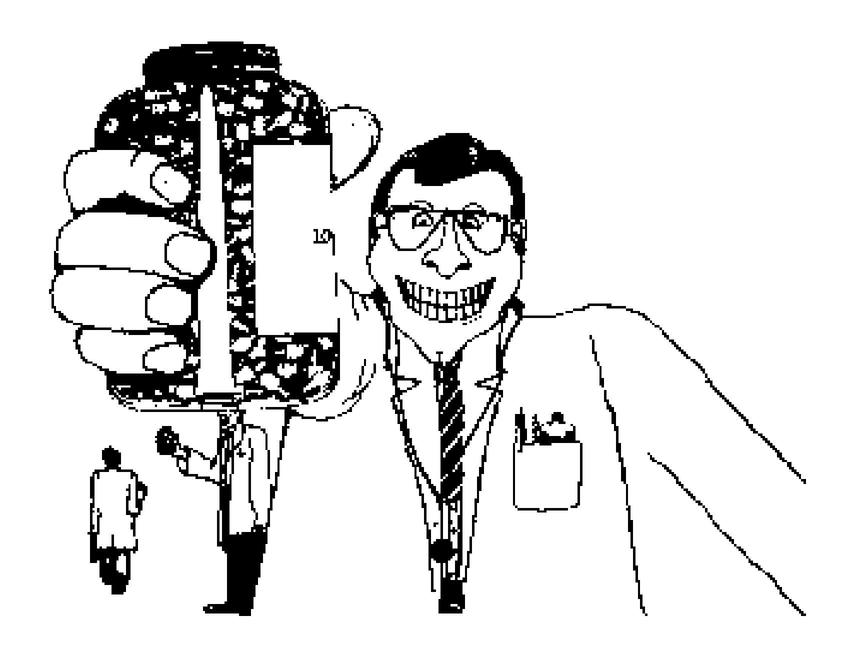
➨ suite page 19

Depuis plus de deux siècles, l'Etat fait appel à la médecine pour justifier la coercition qu'il exerce sur les populations qu'il administre et leur faire accepter l'inacceptable, en particulier dans les situations de crise, de guerre et de catastrophe. La sécurité qu'il est censé leur garantir, alors même qu'il participe à la destruction de leurs conditions de vie, avance sous le masque débonnaire de la sécurité sanitaire. A condition d'endosser la blouse blanche, la main qui tue serait aussi celle qui soigne. C'est ainsi que le pouvoir de police de l'institution médicale est assuré à travers son rôle de thérapeute pour le bénéfice de l'Etat et de l'industrie, y compris l'industrie nucléaire.

Désormais, il est impossible de cacher l'ampleur du désastre nucléaire. C'est pourquoi les troupes de choc du corps médical montent au créneau sous l'uniforme aseptisé des médecins de catastrophe, kit de survie en milieu contaminé au poing, en dignes héritiers des pères fondateurs de l'institution médicale. Depuis l'aube de l'industrialisation, la fonction thérapeutique de celle-ci a consisté, dans le meilleur des cas, à rechercher des palliatifs plus ou moins momentanés aux diverses maladies, entre autres épidémiques, qui proliféraient sur le terrain de l'environnement social dégradé par le capitalisme. Cela non pas pour combattre leurs causes sociales mais, au contraire, afin de soumettre les damnés de la Terre aux nouvelles conditions d'exploitation et de domination, quitte à affaiblir leur organisme, et même à en exterminer pas mal à titre préventif. A la fin du XVIII[e] siècle, la naissance de la médecine moderne coïncida avec l'apparition de la variolisation, forme antédiluvienne de vaccination, organisée de façon autoritaire par l'Etat, en Angleterre, pour juguler, d'après lui, les pandémies qui décimaient la population. L'inoculation estropia et tua des masses incalculables de nourrissons afin que les rescapés, immunisés, puissent travailler dans les premiers bagnes industriels, la base même de la « société civile » en gestation, et être enrolés dans les armées des Etats modernes en formation. En France, le rapporteur de l'Académie royale des sciences ne cachait d'ailleurs même pas l'objectif de l'opération : « Je n'ai pas peur de dire que, même si nous devions supposer que le risque dû à l'inoculation était suffisamment important pour emporter 100 enfants sur 943, il en résulterait de grands bénéfices pour la société [...]. Car m'importe non pas la naissance, mais la naissance civile, l'âge auquel les personnes deviennent utiles à la société et à l'Etat. »[1] Par la suite, les thérapies de masse préventives et curatives rencon-



trèrent parfois quelques succès partiels, malgré leur côté mortifère, mais ce fut toujours avec le même objectif : plier les individus aux nécessités sociales. Aujourd'hui, la société capitaliste, équipée de moyens technologiques sans précédent, a généré de telles dégradations de la vie humaine à l'échelle planétaire que les prétentions thérapeutiques de la médecine sont revues à la baisse par ceux-là même qui la portait hier aux nues. Ainsi, dans les propos des médecins de catastrophe, il n'est plus question que de limiter la casse et d'apprendre à survivre au sein de milieux mortifères



que l'industrie de la santé a, elle-même, contribué à créer. Elle est bien finie l'époque où l'institution médicale promettait d'éradiquer les « risques sanitaires », en cas de catastrophe. Plus prosaïque, l'Ordre des médecins propose aujourd'hui « d'en minimiser, le cas échéant, les conséquences » [2].

En France, le nucléaire est le champ d'expérimentation privilégié de la nouvelle médecine de catastrophe, placée sous le signe de la lutte contre le prétendu terrorisme nucléaire, que l'Etat compte étendre à l'ensemble de la vie sociale. Là, les mesures sanitaires qu'elle préconise sont particulièrement dérisoires, quand elles ne sont pas désastreuses comme le montre le cas des enfants leucémiques de Tchernobyl encore plus affaiblis, voire parfois achevés, à coups de radiations à l'hôpital de Villejuif, dès 1989, selon le principe de la médecine d'urgence : « Combattre le mal par le mal. » Même la pastille d'iode neutre, présentée contre le moyen préventif par excellence en cas de retombées, ne peut entraver la fixation de l'isotope radioactif de l'iode sur la thyroïde que dans des conditions presque impossibles à obtenir lors de crise nucléaire à cause, entre autres choses, du temps imparti pour l'ingérer. Lequel isotope ne constitue d'ailleurs que l'un des éléments radioactifs relâchés. Contre le plutonium, le césium, etc., bien plus agressifs, l'institution n'ose même pas proposer d'antidote. Reste alors, en cas de contamination superficielle externe et interne, la douche et la purge à la mode des vieux hygiénistes de la République, l'Ordre des médecins n'hésitant pas à affirmer que « des douches soigneuses, en règle générale, peuvent suffire à décontaminer » [3]. Dans les cas les plus graves, le professeur Carli, grand manitou du Samu de Paris et pourfendeur du « terrorisme nucléaire », compte, lui, « traiter les grands irradiés comme les grands brûlés » [4]. Mais à supposer que leur peau cicatrise, ils n'en restent pas moins des macchabées en sursis, condamnés à bref délai vu les doses de radiations de toutes sortes que leur corps a encaissées !

Atteinte ici d'impuissance thérapeutique caractérisée, l'institution médicale n'a pas d'autre choix que de cacher en grande partie les particularités des maladies nucléaires afin de pouvoir justifier la véritable fonction qu'elle assure déjà au quotidien : celle de police sanitaire. Aussi, non seulement les nucléaristes d'Etat déguisés en urgentistes en minorent les conséquences mais, de plus, ils les assimilent à des formes de pandémies bien connues afin que leurs administrés acceptent leurs mesures autoritaires de surveillance et de contrôle. Dans leur optique crapuleuse, relayée par les médias, les isotopes radioactifs seraient en quelque sorte des poisons, les irradiations des intoxications, et ainsi de suite. Vision réductrice qui leur permet d'appliquer, en cas de désastre, les dispositifs d'hygiène, de quarantaine, de quadrillage, de tri sélectif des individus confinés que l'Etat moderne a toujours utilisés au cours des épidémies et des guerres. Mais, encore moins que les germes, les radiations ne peuvent être stoppées par les fortifications de papier dressées autour des zones contaminées. Les misérables mesures de décontamination ne font, en dernière analyse, que faciliter leur dispersion. En particulier via la célèbre douche qui symbolise si bien l'hygiénisme hexagonal initié par Pasteur : l'eau radioactive, impossible à stocker, passe dans le sol et, à partir de là, dans les plantes, les animaux, etc., et contamine les écosystèmes planétaires.

En cas de crise nucléaire, le pouvoir médical révèle de façon caricaturale ce qu'il est déjà dans la vie de tous les jours : l'une des meilleures justifications et l'un des clés de voûte du pouvoir de l'Etat sur les individus qu'il compte gérer comme des troupeaux dociles, prêts à être envoyés à l'abattoir sans même réagir. Y compris, si nécessaire, à coups de médicaments qui les lobotomisent. Ainsi, pour Noto, médecin général de l'armée responsable de la Société française de médecine de catastrophe créée au lendemain de Tchernobyl, l'essentiel est de « bien gérer le stress de la population pour éviter des actes incontrôlables » [5]. Pour cela, il propose de multiplier et d'intégrer encore plus au dispositif de militarisation appliqué en cas de crise les cellules de « soutien psychologique » créées dans la foulée de la « lutte contre le terrorisme », de les associer aux équipes d'urgence psychiatrique du Samu, lesquelles sont chargées de distribuer les psychotropes destinées à abrutir les rétifs potentiels. Si la cami-

sole de force ne suffit plus, l'autorité militaire, qui détient le pouvoir réel, peut toujours tirer dans le tas.

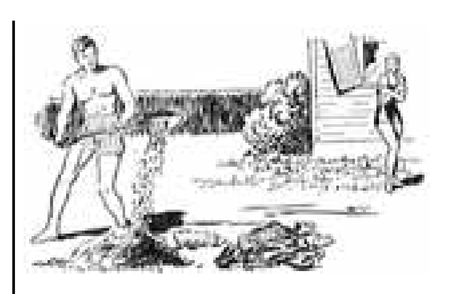
Non contents d'en rester à la dénonciation du côté charlatanesque des mesures sanitaires, les lobbies écologistes n'hésitent pas à racoler sur le même terrain que l'Etat : celui de la sécurité nucléaire sur fond de peur du « terrorisme ». Ainsi, les leaders du Réseau sortir du nucléaire affirment, à propos des simulations d'actes de « terrorisme nucléaire » organisés par l'Etat, via le Samu, à Paris : « Certes, il vaut mieux tenter de se préparer pour le cas où le pire arriverait. » [6] En bons gestionnaires de crise, ils sont incapables de comprendre que la médecine de catastrophe est préventive et curative, mais pas au sens thérapeutique. Pilier du pouvoir nucléariste, elle contribue à préparer les corps et les esprits à l'accepter au quotidien, avec le cortège de ravages qui l'accompagne depuis des décennies, même en l'absence de catastrophe avérée. Elle a des fonctions éducatives de formatage proches de celles des hygiénistes d'antan qui, au nom de la propreté des corps et des esprits, participaient au travail de dressage des individus dès les bancs de la maternelle. C'est ainsi que la Société de médecine de catastrophe, créée sous la houlette des services sanitaires de l'armée, joue le rôle de conseiller de l'Etat, en particulier au ministère de l'Education, pour préparer la population, y compris dans les écoles, « à gérer en citoyens responsables les situations où des risques majeurs apparaissent ».[7]

Voilà donc ce que cache les beaux discours du corps médical sur le respect de la vie. Belle médecine que celle qui a comme objectif de nous faire survivre en milieu contaminé, quitte à parquer et à laisser crever ceux d'entre nous qui sont irrécupérables, comme les irradiés autour de Tchernobyl où la radioactivité augmente à la suite de transmutations d'isotopes radioactifs en d'autres, encore plus nocifs [8]. Ce qui promet des lendemains cauchemardesques. Mais, désormais, la capacité des individus à survivre sous radiations, au prix des pires dégradations, est l'une des conditions pour que la société qui les exploite et qui les domine puisse continuer à fonctionner. De la liberté, elle n'a vraiment que l'apparence. Nous, nous disons sans détour que la survie dans les décombres ne nous convient guère. Et que nous entendons la combattre pour contribuer à créer les conditions de la véritable liberté humaine, contre la société nucléarisée et l'Etat qui en est le protecteur attitré. ●

A D
Novembre 2006



1 « Nouvelle analyse de la mortalité causée par la variole et des avantages de l'inoculation », Daniel Bernoulli, relation à l'Académie royale des sciences, Paris, juin 1760.
2 « Médecins », revue de l'Ordre des médecins, novembre 2001.
3 « Médecins », revue de l'Ordre des médecins, avril 2004.
4 « La gestion des catastrophes », conférence organisée par « Le Monde », décembre 2003.
5 « Urgences médicales », revue de la Société française de médecine de catastrophe, mai 2000.
6 « Situation d'attentat nucléaire, la mystification », communiqué du Réseau sortir du nucléaire, octobre 2004.
7 « Apprendre les risques », colloque organisé par Noto, au titre de conseiller du ministère de l'Education, janvier 2002.
8 L'Etat nucléariste a intérêt à faire croire que la radioactivité décroît de façon presque linéaire au cours du temps, jusqu'à des seuils supportables. Or, dans le domaine des transmutations nucléaires, les choses sont loin d'être aussi simplistes. Ainsi, le type de plutonium issu de la centrale russe a, par voie de désintégration sur moins de deux décennies, généré de l'américium, actif pour des milliers d'années et encore plus nocif que lui.



Phrase 10 Après l'alerte, les familles doivent enterrer les habits contaminés dans le jardin.

En cas de crise nucléaire, l'une des premières mesures à prendre pour limiter l'ampleur des retombées, c'est d'enterrer au plus vite tous les objets personnels contaminés par des poussières radio-actives, évidemment dans des lieux susceptibles d'être facilement repérables, tels que les jardins collectifs et individuels.
Le Bulletin de l'ordre des médecins, janvier 1994



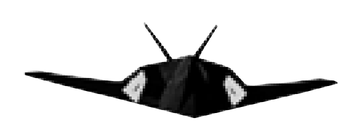
Phrase 11 Puis, passer à la douche pour éliminer les dernières traces de contamination.

Partie intégrante du plan Vigipirate, le plan Piratome est l'une des réponses de l'Etat à la menace nucléaire ou radiologique. [...] La prise en charge des contaminés est plus simple qu'avec des agents chimiques. Pour les sauveteurs en contact avec les personnes contaminées, il existe en effet des tenues de protection efficaces. On sait aussi que des douches soigneuses peuvent suffire à décontaminer et que les moyens de contrôle sont fiables.
Le Bulletin de l'ordre des médecins, avril 2004



Le Pentagone

Seigneur mondial des quartiers pauvres*



C'est à Guernica, en 1937, que fut utilisée pour la première fois l'expression « Sturm und Drang » (Choc et Stupeur). Les nazis nommèrent ainsi leur stratégie de terreur basée sur l'emploi de l'aviation, comme préalable aux opérations de nettoyage au sol. Invention dont héritèrent les Etats vainqueurs de la dernière boucherie mondiale, employée au cours de leurs guerres aux quatre coins du monde. Désormais, au nom de la prétendue éradication du terrorisme, elle réapparaît, au Pentagone et ailleurs, sous l'étiquette de « Shock and Awes ». Avec, comme but, de désamorcer les poudrières potentielles que constituent les immenses concentrations de damnés de la Terre, formées au cours des dernières décennies. C'est tout l'intérêt du texte de Mike Davis, d'avril 2004, que j'ai traduit, bien que je ne partage pas les côtés tiers-mondistes qu'il recèle. Mais il aide à comprendre pourquoi le club des cinq principaux Etats du conseil de Sécurité, renouvelle, à l'ombre des traités sur la réduction du nombre d'ogives issues de la Guerre froide, leur arsenal nucléaire et thermonucléaire, en tentant de le miniaturiser et de l'adapter à la destruction des quartiers pauvres planétaires. La bombe A « contre les bunkers terroristes » est déjà opérationnelle aux Etats-Unis. La suite est pour bientôt… ■ **AD**

Le jeune Marine américain exulte. « C'est le rêve pour le tireur embusqué, déclare-t-il à un journaliste du *Los Angeles Times* aux abords de Falloujah. Vous pouvez aller partout et il y a plein de façons de tirer sur l'ennemi sans qu'il sache où vous vous trouvez. Il arrive qu'un type soit descendu, et je le laisse hurler un moment pour casser le moral de ses potes. Puis je tire une seconde fois. » « Rien de tel que de déloger un sale type pour provoquer en vous une bonne décharge d'adrénaline », déclare-t-il encore. Il se vante de son tableau de chasse de « vingt-quatre morts confirmés », lors de la première phase de l'assaut brutal de l'armée américaine contre la ville rebelle, peuplée de trois cent mille habitants.

Confrontés à une résistance populaire opiniâtre qui n'est pas sans rappeler la défense héroïque de Hué par le Viêtcong en 1968, les Marines ont encore déchaîné une terreur aveugle. Selon des journalistes indépendants et le personnel médical local, ils ont massacré au moins deux cents femmes et enfants au cours des deux premières semaines de combat. La bataille de Falloujah, au même titre que les combats qui ont eu lieu dans les villes chiites et les quartiers misérables de Bagdad, constituent des tests décisifs, non seulement de la politique américaine en Irak, mais aussi de la capacité de Washington à dominer ce que les planificateurs du Pentagone considèrent comme « le principal champ de bataille du futur » : la ville du tiers-monde.

La débâcle de Mogadiscio en 1993, lorsque des milices de quartier avaient infligé 60 % de pertes au corps d'élite des Rangers, a contraint les stratèges américains à repenser ce qu'on appelle, au Pentagone, le Mout (Militarized Operations on Urbanized Terrain : Opérations militaires en terrain urbanisé, NdT). En décembre 1997, une étude de la Commission de la défense nationale du Congrès critiqua sévèrement l'armée pour son impréparation à mener des combats prolongés dans le dédale des rues quasi impraticables des villes du tiers-monde, sinistrées par la pauvreté. En conséquence, les services des quatre corps de l'armée, coordonnés par le Groupe de liaison pour les combats urbains, lancèrent des programmes de simulation afin d'apprendre à maîtriser les combats de rue en situation réelle dans le tiers-monde. « La guerre du futur, pouvait-on lire dans la revue de l'Ecole de guerre de l'armée de terre, aura pour théâtre les rues, les égouts, les immeubles et le réseau des maisons qui composent les villes délabrées de la planète. » On a fait appel à des conseillers israéliens pour enseigner aux Marines, aux Rangers et aux Navy Seals (les « Phoques » sont des commandos de marine, NdT), les tactiques de pointe - notamment la coordination sophistiquée des équipes de tireurs embusqués et de démolition, avec l'appui des blindés et de la puissance de feu aérienne écrasante -, utilisées sans pitié par les forces armées israéliennes à Gaza et en Cisjordanie. Des décors urbains, reconstitués avec « des systèmes d'émission de fumée et de sonorisation », ont été construits pour simuler les conditions de combat dans les quartiers fortement peuplés de villes comme Bagdad ou Port-au-Prince. Le laboratoire de combats urbains du corps des Marines a aussi mis en scène des jeux de rôles guerriers réalistes (tels que *Urban Warrior*) à Oakland et à Chicago, tandis que le commandement des opérations spéciales de l'armée « envahissait » Pittsburgh.

Aujourd'hui, de nombreux Marines présents à Falloujah ont été formés dans le cadre des exercices destinés à en faire des « Urban Warriors » et des simulations à Yodaville (installations d'entraînement à la guérilla urbaine à Yuma, dans l'Arizona), tandis que certaines unités de l'armée encerclant Nadjaf et Sadr, la banlieue déshéritée de Bagdad,

sont des anciens élèves du dernier simulateur du Mout, à 34 millions de dollars, à Fort Polk, en Louisiane. « L'israélisation » de la tactique militaire américaine est accompagnée de ce que l'on peut nommer « la sharonisation » de la conception du monde du Pentagone. Les théoriciens militaires se consacrent à imaginer comment les capacités d'action de la guerre high-tech peuvent contenir, à défaut de détruire, les insurrections « terroristes » endémiques qui ont pour terreau le désespoir des quartiers misérables tentaculaires en pleine extension.Pour contribuer à fournir des cadres géopolitiques à la guerre urbaine, les responsables de la planification stratégique se sont adressés, dès les années 1990, à la Rand Corporation, la vieille école du Dr Folamour. « Boîte à idées » composée de chercheurs, créée en 1948 par l'armée de l'air, la Rand est devenue célèbre avec son jeu de la guerre nucléaire, *Armageddon*, dans les années 50, puis grâce à l'aide qu'elle apporta à la préparation de la guerre du Vietnam dans les années 1960. Aujourd'hui, elle s'occupe des villes : le haut de l'échelle ! Ses chercheurs analysent les statistiques de la criminalité urbaine, prennent le pouls de la population des centres-villes, évaluent les conséquences de la privatisation de l'école publique... Ils contribuent à animer l'Arroyo Center de l'armée de terre qui a publié des études sur le contexte et les ressorts de la guerre urbaine.

L'un des plus importants projets de la Rand, lancé au début des années 1990, fut l'étude, majeure, dont l'objet était de savoir « comment les changements démographiques affecteront les conflits de l'avenir ». D'après elle, il en ressort essentiellement que l'urbanisation de la pauvreté mondiale a sécrété « l'urbanisation de l'insurrection » (c'est d'ailleurs le titre du rapport). « Les insurgés suivent leurs partisans dans les villes, met en garde la Rand, créant des zones libérées dans les bidonvilles. Aucune doctrine américaine, aucun entraînement, aucun équipement n'est prévu pour la contre-insurrection urbaine. » Le quartier misérable est devenu le maillon le plus faible de l'empire américain. A la Rand, les chercheurs réfléchissent sur l'exemple du Salvador où l'armée locale, malgré l'aide massive américaine, fut incapable d'empêcher la guérilla du FMLN d'ouvrir des fronts urbains. « Si les rebelles du FMLN avaient réussi à mener plus tôt l'insurrection au cœur des villes, on peut se demander ce que les Etats-Unis auraient pu faire pour jouer, au moins, le rôle de tampon entre le gouvernement et les insurgés. »

Plus récemment, l'un des théoriciens en vue de l'armée de l'air américaine a émis des remarques analogues dans l'*Aerospace Power Journal*. « L'urbanisation rapide dans les pays en cours de développement, écrit le capitaine Troy Thomas, dans le numéro du printemps 2002, crée des espaces de combat de moins en moins connaissables parce que de plus en plus imprévisibles. » Il oppose les centres urbains hiérarchiques modernes, dont les infrastructures centralisées peuvent facilement être paralysées par des frappes aériennes, comme Belgrade, ou des attaques terroristes, comme Manhattan, aux quartiers misérables tentaculaires des banlieues du tiers-monde, organisés en sous-systèmes décentralisés, informels, « où il n'existe aucun plan et où les points névralgiques ne sont pas facilement discernables ». Prenant comme exemple « l'océan de misère noire » qui entoure Karachi, au Pakistan, Troy Thomas dépeint le défi énorme que représentent les « combats asymétriques » sur des terrains urbains « sans centre, non hiérarchiques » contre des milices à base clanique animées par « le désespoir et la peur ». Il évoque les quartiers misérables très étendus de Lagos, au Nigeria, et de Kinshasa, au Zaïre, comme d'autres champs de bataille potentiels aussi cauchemardesques. Cependant, Thomas (dont l'article porte le titre provocateur *Seigneur mondial des quartiers pauvres : la maîtrise de l'espace aérien dans les combats urbains*) croit dur comme fer, comme la Rand, que les derniers investissements massifs du Pentagone dans la technologie du Mout et l'entraînement qu'il procure auront raison de toutes les facteurs aléatoires complexes de la guerre dans les quartiers misérables. L'un des recueils de recettes stratégiques de la Rand, *Opérations aériennes en environnement urbain*, procure même des tables statistiques pour déterminer le seuil « acceptable » des dommages collatéraux (aussi appelés « bébés morts »), compte tenu des diverses contraintes géopolitiques et opérationnelles.



L'occupation de l'Irak a, bien entendu, été dépeinte par les idéologues de l'administration Bush comme le « laboratoire pour la démocratie » au Moyen-Orient. Pour les tarés du Mout, en revanche, c'est le laboratoire rêvé où les tireurs isolés des Marines et les pilotes de l'aviation américaine testent de nouvelles technologies de mort, dans la perspective de la guerre mondiale à venir contre les déshérités des villes. ●

Mike Davis

* **« The Pentagon** as Global Slumlord » est disponible sur le site du Nation Institute, lié à la vieille revue critique américaine, *The Nation*.

Nucléaire sous haute tension

Un nouveau réacteur nucléaire est en cours de construction à Flamanville, en Normandie, aussi monstrueux que les précédents : l'EPR. Et à nouveau réacteur, nouvelles lignes. Pas moins de 400 000 volts sur 150 kilomètres de la Manche au Maine.

On connaît depuis longtemps les effets directs de ces lignes à très haute tension : leucémies et autres cancers ou troubles neurologiques graves... équitablement répartis entre les humains et les animaux. Et même enterrées, elles nous foutront toujours en l'air !



Mais qu'importe à EDF, puisqu'il s'agit de répondre aux besoins dévorants d'énergie électrique de l'armée et de ses systèmes de surveillance, de l'industrie et de ses usines de mort jusqu'aux portes de l'Europe, de la circulation des marchandises, y compris humaines, et de ses TGV, de la transmission d'informations et de leur vide interactif.

Lutter contre ces lignes, ce n'est pas simplement s'opposer à un nouveau désastre annoncé. A travers le nucléaire et son nécessaire acheminement, l'Etat quadrille, contrôle et domine non seulement les territoires mais toujours plus nos vies.

Combattre cela avec ce monde qui les produit, c'est reprendre goût à la liberté...

Contre la société nucléaire, contre les THT, prenons nos luttes en mains !

Suite à l'annonce de la construction de nouveaux réacteurs EPR à Flamanville, de nouvelles lignes EDF très hautes tensions (THT) vont être construites dans le bocage normand et mayennais pour joindre la centrale nucléaire de Flamanville au réseau national et breton. Ces lignes nous semblent à plus d'un titre dangereuse mais, au-delà, c'est bien la relance du programme nucléaire qui est néfaste, ainsi que le monde et la société qui l'accompagnent. ■

Les THT sont dangereuses. Les effets des champs électromagnétiques sur notre santé et celle des animaux sont aujourd'hui largement connus. Notamment avec les leucémies infantiles. Elles sont destructrices de la faune et plus particulièrement du bétail. Ce n'est pas pour rien que RTE et EDF proposent des dédommagements. C'est là le prix du silence. Le même prix qui fait taire les Nord-Cotentinois achetés à coup d'argent atomique.

Lutter contre les THT, c'est lutter contre l'EPR à Flamanville et ailleurs et contre la société nucléaire en général. Le nucléaire, et le monde dans lequel il prolifère, est dangereux. Dangereux par les désastres environnementaux et sanitaires qu'il génère, de Tchernobyl à Cherbourg. Dangereux par la prolifération de l'arme atomique qu'il abrite. Dangereux par l'exploitation de l'Afrique noire (comme l'exploitation des mines d'uranium au Niger) et de ses dictatures qu'il entretient et par la société policière de contrôle qu'il participe à développer. Ainsi, depuis quelques années, un certain nombre de simulations d'accidents nucléaires ont servi de laboratoire aux gestions autoritaires des foules qui ne manqueront pas de s'imposer en temps de catastrophes écologiques majeures ou de crises sociales importantes.

Le nucléaire passe toujours en force et ce depuis sa création. Parce qu'il est l'une des faces des sociétés capitalistes contemporaines. C'est ainsi qu'il s'est développé au cours des années 1970 en France. A coups de CRS contre les populations locales. Et le voile démocratique dont les nucléocrates d'EDF, d'Areva ou de RTE se parent ne doit pas nous illusionner. Il n'y a pas de nucléaire citoyen, pas plus que de nucléaire durable. Ils ont déjà décidé pour nous et ne plieront que devant notre propre détermination.

C'est pour cette raison que nous ne pouvons laisser la lutte entre les mains des marchands de rêves qui nous promettent que 2007 et les présidentielles arrêteront le programme nucléaire, ou ceux qui, comme entre autres les Verts, jouent double jeu comme au conseil régional de Basse-Normandie, où leur abstention a permis à une motion pro-EPR de passer… ce n'est pas en négociant que l'on obtiendra quoi que ce soit, mais en s'organisant pour inverser le rapport de force par la lutte et l'action directe : la manifestation, les occupations de sites, les sabotages, les perturbations de réunions... ●

CRAN@no-log.org
Novembre 2006

Le Collectif radicalement anti-nucléaire (Cran)

Nous nous sommes organisé-e-s en collectif depuis peu. Nous sommes principalement caennai-se-s. Pour certain-e-s d'entre nous, la lutte anti-nucléaire n'est pas nouvelle. Nous étions un certain nombre, par exemple, à organiser un espace autonome avec la Coordination contre la société nucléaire au sein du Village alternatif autogéré et anti-nucléaire d'avril dernier à Cherbourg.

Nous nous sommes réuni-e-s autour d'un projet commun contre le nucléaire et la société dans laquelle il se développe. Pour affirmer notre refus du nucléaire et de ses désastres quotidiens de la Biélorussie à Cherbourg. Pour dénoncer la prolifération de l'armement nucléaire et le développement de la société de contrôle social et policier qui lui sont intimement liés. Pour s'opposer à la dictature de son armada d'experts et l'expropriation de nos propres vies qui s'y déploient. Egalement pour remettre en lumière le lien entre nucléaire et capitalisme et insister sur la nécessité de rompre avec la notion de développement fut-il durable…

Nous nous sommes réuni-e-s également autour de pratiques communes : l'action directe contre les nucléocrates et leurs entreprises de destruction du vivant, le refus des logiques électoralistes et du fétichisme organisationnel (politique ou syndical), la réappropriation de l'histoire de la lutte antinucléaire, à travers la réédition de textes anciens ou plus récents, l'échange d'infos et d'analyses sur la question du nucléaire. ■

Le Cran



Normandie
Occupation d'un pylône de 400 000 volts

Signalons, dans le dernier numéro de *Solidarité*,* le témoignage sur l'investissement d'un pylône THT par des membres du réseau « Sortir du nucléaire ». La place manque ici, nous nous contenterons d'en tirer quelques extraits. ■ **A D**

Lorsque nous arrivons avec un membre du réseau « Sortir du nucléaire » sur place, la gendarmerie mobile est déjà là pour bloquer la circulation. Elle tente de nous dissuader de soutenir les gens dans les pylônes, pour notre sécurité (sic). Après signification de l'illégalité de cette volonté de nous interdire les abords du pylône, le responsable de la gendarmerie nous laisse passer. L'équipe est dans le pylône, installée entre 15 et 25 m [...]. Des banderoles ont été accrochées qui rendent l'action visible du bourg de Flamand. Peu de Flamanvillais passeront. [...]

L'après-midi, nous sommes autour de 150 à manifester et à monter en cortège rejoindre les pylônes. Les prises de parole sont pour certaines politicardes (élections obligent). Ainsi, pour les différents partisan-ne-s, c'est à qui est le plus antinucléaire entre Bové (celui qui ne parle que de moratoire sur le nucléaire dans son programme) et Voynet (qui a signé les décrets du centre d'enfouissement de Bure lorsqu'elle était au pouvoir). A noter la faible présence des collectifs anti-THT du Sud-Manche [...]

Là, les flics se déploient sans grande conviction pour interdire l'accès au champ [...]. RTE qui s'occupe du réseau électrique pose la question de couper la ligne (transférée sur la seconde) pour des raisons de responsabilité en cas d'accident. [...] En fin d'après-midi, la ligne est coupée. [...] Des équipes s'organisent pour passer la nuit au sol. Les copain-ane-s n'ont donc que ce qu'ils ont emportés au préalable pour tenir. C'est le jeu joué par les autorités. « Les fruits tomberont lorsqu'ils seront mûrs »... La nuit est longue et froide... Au matin, les alpinistes hésitent à redescendre, l'un des leurs est affaibli. [...]

Vers 1 heure, un autre personne descend [...] Un sentiment de malaise me saisit puisque nous en sommes réduits à exprimer notre solidarité seulement par des applaudissements, spectateurs de l'action que nous sommes. Et si la solidarité est évidemment la bienvenue, nous sommes quelques-uns à regretter [qu'elle] n'ait pas pu s'exprimer par le harcèlement des flics ou des techniques de diversion, au moins un ravitaillement. [...]

Malgré ce sentiment de malaise, cette action a eu le mérite de remettre le doigt sur la vulnérabilité du projet nucléaire [...] On peut regretter le côté médiatique de l'action, les prises de parole cadrées dans une logique citoyenniste et le cortège de dépossessions à l'oeuvre, mais ça nous amène au moins à concevoir que la lutte passe par l'action déterminée [...] ●

*** Journal du SIA,** BP 14013 Caen Cedex, mail : s.ia@laposte.net

Bruxelles
Rencontres autour du livre subversif

Pour le week-end du 19-20 mai, non seulement des bourses aux livres, mais aussi plusieurs discussions étaient prévues, l'une d'elles sur le nucléaire. L'annonce réalisée par les compagnons bruxellois, à l'initiative de ces premières rencontres, résume bien l'esprit dans lequel nous voulions intervenir***** : « Des compagnons se proposent de revenir sur les luttes autour des sites de Plogoff, Golfech et Chooz. L'intérêt étant qu'ils y ont participé sur des bases bien plus larges que le seul rejet de l'installation de telle ou telle centrale nucléaire, mais en reliant le côté antinucléaire à la critique générale, en théorie comme en pratique, de la société qui génère le nucléaire et l'Etat qui en est le fourrier. Bref, en se démarquant, dès le début, de ce qui allait devenir les écologistes, les partis écologistes en particulier. Dans leur optique, il s'agit surtout que le passé des luttes antinucléaires, avec leurs forces mais aussi leurs faiblesses et leurs limites, aide à mieux nous orienter au présent pour participer à la renaissance d'oppositions au nucléaire dignes de ce nom. Evidemment, ça relève du pari ! » Vu la teneur de la discussion et la façon dont elle s'est déroulée, nous pouvons dire que nous avons atteint notre premier objectif : après quelques minutes d'introduction consacrées à l'histoire du programme nucléaire, militaire et civil, en France, nous sommes allés au cœur du sujet, les luttes antinucléaires elles-mêmes, à partir de nos expériences respectives de l'époque, évitant ainsi toute dérive académique qui aurait emmerdé tout le monde. Bien sûr, pour pas mal de participants à la rencontre, la question du nucléaire était nouvelle et c'est sans doute pourquoi le débat a parfois tourné au jeu de questions-réponses. Il n'en reste pas moins vrai qu'il a permis des échanges intéressants et l'ouverture de nouvelles perspectives pour des compagnons qui, vu leur jeunesse, n'avaient eu, dans le meilleur des cas, que quelques pauvres échos des luttes antinucléaires de l'époque. Regrettons encore que, par exemple, la question des modes de gestion actuels du nucléaire, dans le cadre de sa relance généralisée à l'échelle planétaire, ait été juste effleurée. Mais, en deux heures, il paraît difficile de faire mieux… ●

A D
Mai 2007

*** L'annonce** présente notre intervention comme « rencontre avec des compagnons de la coordination ». Or, parmi les « nous », seuls deux y participent et, d'ailleurs, même la préparation du texte de l'annonce et de la discussion ne s'est pas faite en son sein.

Etats-Unis

Guerre aux unions minières dans les réserves navajos et hopis

Durant la guerre froide, des mines d'uranium furent ouvertes dans la réserve navajo. Les mineurs étaient des Navajos et des Indiens pueblos qui ne pouvaient plus survivre avec leurs activités traditionnelles. Avec le passage au thermonucléaire militaire et la suspension du programme nucléaire civil américain à la fin des années 1970, les mines furent abandonnées avec leur masse de débris toxiques et radiotoxiques. L'ampleur du ravage est telle qu'elle a non seulement générée le cortège habituel de cancers, de malformations..., mais aussi modifiée de façon grave l'écosystème fragile propre à ces régions du Sud-Ouest. Comme l'affirme le Hopi Thomas Banyacya, opposant résolu au nucléaire : « Nous ne voulons pas de ces armes fabriquées avec l'uranium que vous arrachez à notre terre. Si vous prenez l'uranium, la foudre ne tombera plus et n'apportera plus la pluie. L'uranium attire les éclairs. Sans lui, il n'y en aura plus. Vous n'avez pas le droit de nous priver de la foudre. »

Avec la hausse brutale du prix de l'uranium et la relance de l'électronucléaire aux Etats-Unis, l'administration fédérale, les compagnies minières et les conseils tribaux, qui en sont aussi actionnaires, ont voulu rouvrir des mines sur le territoire navajo, proposant 40 000 dollars par famille. Vu le degré de misère qui règne dans la réserve, pas mal de Navajos acceptèrent le deal. Mais, dès l'année 2000, l'opposition commença à s'organiser, rassemblant à la fois des Navajos et des Indiens pueblos, dépassant ainsi leurs clivages habituels, associés à des groupes environnementalistes radicaux proches d'Earth First ! Il y a eu des manifestations, des barrages sur les routes, des occupations de locaux administratifs, y compris ceux des conseils de tribu, et de sociétés minières, des combats violents avec la police navajo, qui n'a pas hésité à tirer, et des sabotages sur des sites en construction. Les femmes furent très actives, en particulier les veuves des mineurs d'uranium.

La situation était suffisamment tendue pour que le « gouvernement navajo» décide, en 2005, d'interdire l'exploitation et le traitement de l'uranium dans la réserve. Ce qui n'empêche pas l'administration d'autoriser les compagnies à prospecter à ses frontières, en particulier à Crownpoint, au Nouveau-Mexique, où eut lieu l'une des pires contaminations radioactives du pays en 1980. De plus, le conseil tribal navajo a autorisé, fin 2006, l'ouverture de mines de charbon et la construction de la centrale thermique de Desert Rock. Manque de chance ! Les plus radicaux des Navajos et des Indiens pueblos ne sont pas seulement hostiles au nucléaire mais aussi à n'importe quelle forme d'énergie qui repose sur la destruction de leur milieu de vie. « La terre, vous l'empoisonnez, vous la violez, vous la détruisez avec vos galeries de mines, vos usines électriques, imposées par la force à notre terre sacrée. Vous tentez d'en chasser les derniers Indiens qui y vivent pour faire votre sale travail », disent-ils dans l'une de leurs déclarations anonymes, laissées sur les sites qu'ils occupent et où ils s'affrontent avec la police communautaire.

Vu l'ampleur de la mobilisation, les travaux sont aujourd'hui suspendus. Personne ne peut dire quelle sera l'issue du combat. En tout cas, les Indiens révoltés du Sud-Ouest, même minoritaires, sont à mille lieues des éternelles lamentations et recherches de réformes technologiques introuvables qui caractérisent les lobbies écologistes, aux Etats-Unis comme ailleurs. A nous d'en prendre de la graine ! ●

AD

d'après des nouvelles récentes en provenance des Etats-Unis

La grande marche des larmes*

La réserve navajo compte160 000 habitants sur 65 000 km². C'est la plus importante et la plus riche des Etats-Unis en ressources minérales (charbon, pétrole, uranium et gaz naturel). Elle entoure la réserve hopi, séparée d'elle par la zone tampon censée limiter les conflits entre ces groupes d'Indiens. Les Navajos étaient des éleveurs de moutons semi-nomades, dispersés dans les plaines, et les Hopis des cultivateurs de maïs concentrés dans les pueblos des mesas. Leurs communautés matrilinéaires ne connaissaient pas la propriété. Ce système des réserves, basé sur des déportations et des regroupements, fut organisé à la fin du XIXe siècle par le Bureau des affaires indiennes pour aggraver les contradictions entre les Navajos et les Pueblos, en particulier les Hopis. Leurs prétendus conseils tribaux n'étaient que des courroies de transmission du Bureau, utilisant l'influence de leaders communautaires autoproclamés et achetés par l'administration fédérale, les grands propriétaires des terres, des mines, etc. C'est pourquoi ils n'ont jamais été reconnus par la masse des populations indiennes du Sud-Ouest. A ne pas confondre avec les conseils des aîné(e)s, assez informels, surtout chez les Navajos, qui jouent le rôle de mémoire vivante. ■

***Nom donné** par les Navajos de l'Utah à leur déportation vers l'Arizona.



Aîné hopi

Tchernobyl avec le sourire ?



Remarques sur la manifestation antinucléaire du 17 mars à Lyon



Le 17 mars dernier ont eu lieu dans cinq villes françaises des manifestations antinucléaires, à l'appel d'un collectif Stop-EPR, qui ont rassemblé près de 60 000 personnes.

L'appel à manifester

Le prospectus d'appel à la manifestation concentrait les travers, désormais habituels, du mouvement antinucléaire : ceux-là même qui l'ont amené à sa quasi-disparition actuelle.

Ainsi, on y trouvait presque exclusivement des arguments économiques à l'encontre de l'EPR, accompagnés de l'insistance sur les énergies renouvelables et autres solutions miracles pour rassurer le chaland. Remarquable aussi, la sous-estimation du plus décisif : la menace, qui s'accroît continuellement avec le vieillissement des centrales, d'une catastrophe majeure, ici en France, avec ses conséquences tellement considérables qu'il est difficile de les évoquer par écrit et plus encore de se les représenter avec sa sensibilité.

Le plus frappant, dans ce prospectus, était que presque pas un mot n'était dit des centrales déjà existantes. On doit donc en déduire que, comme le rappelle d'ailleurs leur nom, les organisateurs de ces manifestations ne sont pas antinucléaires, mais seulement anti-EPR : ils sont donc partisans de la prolongation des centrales existantes, jusqu'à trente ans, ou d'avantage peut-être - ou jusqu'à ce quelles pètent, bien entendu.

Pour couronner le tout, la programmation à cette date des manifestations avait pour but « d'interpeller » les divers candidats à la présidence de la République. On sait pourtant que tous les partis de gouvernement ont toujours fait preuve en France d'une unanimité sur cette question. Et, de toute évidence, l'unanimité reste la règle. (Rappelons, à propos des Verts, que Voynet déclarait il n'y a guère que « la lutte antinucléaire ne fait pas partie de [son] identité écologiste ». Elle l'a amplement prouvé lors de son passage au ministère, contresignant, entre autres, le décret sur l'enfouissement des déchets radioactifs. Quant à Bové, le mot nucléaire n'apparaît pas dans son prospectus électoral.)

Une manifestation

Malgré tout cela, nous avons décidé de nous rendre à trois à la manifestation de Lyon : les occasions de manifester publiquement une opposition au nucléaire sont tellement rares que nous avons quand même voulu faire le voyage depuis la Creuse. Nous nous sommes donc retrouvé, à une petite dizaine, autour d'une banderole réclamant l'arrêt immédiat du nucléaire, à diffuser le tract de la Coordination contre la société nucléaire portant la même improbable et pourtant vitale revendication, au milieu d'une foule de quelque six mille personnes.

L'atmosphère de la manifestation était conforme à nos espérances : les mini-éoliennes en carton étaient arborées par des centaines de manifestants, les tee-shirts ad hoc donnaient à la foule la dominante jaune préconisée par les organisateurs, soi-disant couleur du soleil et de l'espoir ; mais on aurait à meilleur droit pu parler de « jaune cocu », à moins qu'il ne s'agisse des « jaunes » comme on disait jadis des briseurs de grève. L'ambiance de parc d'attractions était surtout impulsée par l'inévitable sono avec musique live ou préenregistrée, entrecoupée de quelques discours, pour être absolument certain que les gens ne risquaient pas de réfléchir à pourquoi ils étaient là, ni d'en discuter, voire se faire entendre publiquement.

La parole à quelques politiques sur l'estrade, et les autres en face qui se taisent, regardent, écoutent. Tout cela bien sûr au nom du fun, de la bonne humeur, etc., évidemment particulièrement adapté, quand il s'agit du nucléaire. Nous eûmes même droit à ces mises en scène, héritées du vieux totalitarisme, et remises au goût du jour pour complaire aux médias modernes : mouvements de foule planifiés - les faire asseoir, relever, rasseoir à la commande - dans le silence, sur fond de musique planante et de discours préenregistré, avec, sur l'estrade, une Marianne bâillonnée brandissant un drapeau du Réseau pour sortir du nucléaire. Et les manifestants, presque à l'unanimité, se prêtent à ce jeu-là !

Quant aux discours prononcés ce jour-là, relevons la perle de Michèle Rivasi, cofondatrice de la Criirad : « Avec ses 59 réacteurs, la France a 10 réacteurs de trop. » Voilà. Ces gens-là prennent bien toutes les précautions pour que personne ne puisse sérieusement les croire antinucléaires . De Lepage à Besancenot en passant par Voynet, tous les marchands de tapis venus faire l'article à l'une des cinq manifestations l'ont répété : ce qu'ils reprochent à l'EPR, c'est d'être inutile, trop cher, dépassé...

Tant que ces gens-là, et ces discours-là, garderont le monopole de ce qui reste de l'opposition au nucléaire, dans un

océan d'indifférence, il n'y aura aucun espoir que les choses s'améliorent : nous continuerons à nous endormir tous les soirs, à nous réveiller tous les matins à l'ombre étouffante de la prochaine catastrophe. (Signalons comme exemple à suivre que Voynet s'était faite virer par une minorité décidée de la manifestation de Cherbourg l'an dernier.)

A la manifestation de Lyon, nous avions amené notre propre banderole où nous y avions écrit : « Tchernobyl avec le sourire ? » et, au dos : « On est des cobayes, mais au moins on vote. » Il est à craindre que l'ironie n'en ait pas été comprise par beaucoup de monde. Quoi qu'il en soit, c'était un sous-titre assez précis de ce qu'il y avait à voir ce jour-là.

Quant à l'ironie, pour qu'elle soit comprise ou même possible, encore faut-il qu'il reste dans le discours public un minimum de logique et de bon sens : quand le n'importe quoi, avec son mépris sous-jacent pour le spectateur, s'étale de la publicité au pseudo-raisonnement politique sur le vote par exemple, il ne devient plus invraisemblable que des « citoyens » revendiquent fièrement leur condition de cobaye, de future « viande à rem »... mais d'électeur ! Quand même ! ●

C.
Mai 2007

Moronvilliers

L'omerta nucléariste n'est plus ce qu'elle était…

Il y a deux ans, la coordination a mené une action d'information près du polygone d'expérimentation de Moronvilliers (Marne). Avec d'autres sites du CEA, ce centre classé secret défense est chargé de la « conception et de la garantie des charges nucléaires » qui équipent l'armée française, notamment des systèmes à base d'uranium appauvri. Nous y avons distribué un texte qui faisait suite au cancer généralisé et à la mort d'un ouvrier qui avait travaillé à la destruction d'une dalle de béton dans le camp. Tracts et affiches sur les liens entre usages de matières radioactives et maladies des habitants ont été bien accueillis. Dix ans auparavant, un rassemblement du même type n'entraînait qu'indifférence et mutisme.

En mars 2007, un habitant du village, pompier volontaire, organise une soirée d'information à Pontfaverger : « Mon beau-père est mort d'un cancer des poumons. Il a travailler pendant vingt ans comme maçon sur le site. Un ami, qui travaillait au même endroit, a également succombé, à 34 ans, d'un cancer. Je pense que l'uranium et, surtout, le béryllium, deux métaux cancérigènes, n'y sont pas pour rien. » Damien Girard a ainsi mené des recherches sur les expérimentations et mis au jour un rapport de la Drire * attestant de pollutions radioactives dans le sol (dix fois plus que les normes européennes autorisées) et donc dans les nappes phréatiques des deux bassins de la Vesle et de la Suippe qui alimentent Reims. « Ce document date de dix ans, depuis, c'est le CEA qui mène ses propres analyses », continue Damien lors de la réunion. Le CEA reconnaît d'ailleurs avoir utilisé à l'air libre de l'uranium appauvri de 1960 à 1997 ainsi que du béryllium très cancérigène. D'autre part, Damien est intervenu avec 250 pompiers en avril 2003 sur un incendie qui a ravagé une centaine d'hectares du site : « Alors que des obus à ypérite datant de la Première Guerre mondiale explosaient et provoquaient des nuages orange, nous n'étions même pas équipés de masques » ; il découvrait surtout qu'en cas d'incendie, tout le site était directement menacé.

Un montage de documents vidéo appuyait les propos de Damien et des membres de l'Association des victimes des essais nucléaires (Aven). Des gens de la Criirad ont incité les 120 participants à la réunion à se constituer en association et à commander des expertises indépendantes. Reste à savoir si cette guerre de contre-expertise très victimaire ne conduira pas à tuer dans l'œuf les discussions et les rencontres qui commencent à peine entre les habitants du lieu et n'entravera pas la moindre tentative de dépassement. Discussions d'ailleurs inespérées dans des contextes où, en règle générale, la réaction instinctive, c'est plutôt : « Le nucléaire, on en crève mais avant on en bouffe, alors vous savez… » ●

Ro et J-N
Juin 2007

*** Direction** régionale de la recherche et de l'industrie



Glanage autour de « L'Explosion »
Sortie prévue pour l'été 2007

Depuis la fin de la lutte de Chooz, l'omerta règne sur la pointe des Ardennes ! Des années durant, nous avons tout d'abord refoulé cet échec et puis, pour ceux qui vivaient dans la pointe, il a fallu survivre avec l'ombre mortifère des tours de la centrale. Nombre de militants antinucléaires sont retournés vers d'autres combats sans jamais revenir à Chooz ou à Vireux, Ce fut, pour certains, une manière de survivre à cet échec. Pour les habitants du village, du moins pour ceux que nous côtoyions, il était devenu tabou d'évoquer la lutte car elle signifiait blessure et souffrance. Parcourant les roches de Chooz, les forêts des bords de la Meuse ou de la vallée de la Houille, nous avons rêvé de faire un jour ce document afin de restituer un peu quelques substances de cette saga antinucléaire. Ce projet était attendu par nombre d'habitants de la pointe, mais pour d'autres, la page a été tournée, le silence reste imposé par leur condition de survie sociale dans la région.

Dans cette première version courte de 52 minutes, le film *L'Explosion* lève donc un coin du voile, fissure la chape de plomb qui s'est installée dans le nord des Ardennes. Il s'agit d'une évocation imparfaite et incomplète avec toutes ses limites.

L'Explosion, c'est une ballade à la rencontre de quelques protagonistes dont la vie aura été marquée par ces années intenses. Un film qui se décline comme le crépuscule de la pointe avec un territoire désertifié par la liquidation de son bassin industriel. Dans le texte d'une chanson écrite par un habitant de Chooz, il est déjà évoqué en 1979 la fermeture de la Soie à Givet (devenue Célatex) ou les menaces dans la sidérurgie à la Chiers de Vireux. La préoccupation sociale et politique des habitants de Chooz qui se constituèrent en comité fut dès le départ évidente. Elle donna une force, une consistance au mouvement qui dépassa nombre de clivages, écolos-chasseurs entre autres. Un travail de fourmi (les coupiches en wallon) fut mené durant plusieurs années afin de convaincre ceux de la Chiers de la pertinence de nos analyses.

Quelques poignées d'habitants à Chooz, ouvriers de la pointe, de la sidérurgie, mères de famille, quelques enseignants et retraités du village, contribuèrent à faire infuser une dynamique globale de lutte contre la désertification. Ils furent relayés par des groupes d'ouvriers en lutte dans le bassin de Charleroi, un groupe d'action musicale, des anarchistes de Bruxelles de Liège, des Flandres, des anarchistes révolutionnaires de Reims, des prolétaires précaires de la région de Lille, Dunkerque, Charleville, des antimilitaristes des Ardennes et des lycéens conscients, des instits en formation ou bien encore des naturalistes anar et écolo de structures environnementalistes. Tout ce monde finira par tracer la voie d'un combat général qui aboutira à un plan social pour ceux de la Chiers unique en France. Sans toutefois parvenir à l'abandon de la construction de Chooz B. *L'Explosion* évoque les conditions de ces convergences, de concomitances d'intérêts et l'abandon de la question antinucléaire dès la signature du plan social. On peut parler d'une trahison des sidérurgistes vis-à-vis de la lutte de Chooz, une fois leurs intérêts satisfaits, aspect de l'histoire souvent occulté. L'Etat français, son gouvernement social-démocrate de l'époque et la direction d'Usinor mirent tout leur poids pour fragmenter nos mouvements, n'hésitant pas à menacer d'extinction du plan social les ouvriers de la Chiers pour leur implication antinucléaire.



17 juin 1981 : le village de Chooz sous état de siège...

L'Explosion évoque la mémoire laminée de la population, écrasée par la toute-puissance de l'argent. L'argent généré par la taxe professionnelle auprès du district de basse Meuse (quatorze communes autour de Chooz) contribue à vampiriser tout le champ de la vie sociale et son activité socio-culturelle. A Vireux, toutes les traces du passé industriel de la Chiers ont été effacées. La bourgade s'est endormie, fossilisée dans son décor. A Chooz, village numérique, il ne manque plus que la boule blanche du célèbre prisonnier et le son de Big Ben pour remplacer celui de l'angélus !

***L'Explosion* revient** sur le tremblement social et politique qui ébranla le dernier quart du XXe siècle tant par l'âpreté, par la détermination que par l'endurance de ses protagonistes. Son onde de choc se fit sentir jusque dans les années 2000 lorsque les ouvriers(ères) en lutte de l'usine de Celatex de Givet menacèrent de faire exploser leur usine et de déverser dans la Meuse des substances chimiques. Pour les protagonistes de cette lutte, l'histoire de la pointe fait partie de la conscience collective et certains d'entre eux y avaient d'ailleurs participé. ●

J-N
Juin 2007

Ça coûtera cher de nous foutre en l'air

Documentaire sonore en trois parties sur la lutte des sidérurgistes et de leurs complices dans les Ardennes (1979-1984)

- Lutte antinucléaire à Chooz et annonce de la fermeture de l'usine à Vireux, 26 min.
- Récit des manifestations, des affrontements et des rencontres, 32 min.
- Les différentes actions des sidérurgistes pour se faire entendre, signature du plan social, 29 min.

Ce documentaire sonore a été réalisé entre 2005 et 2006. Il relate l'histoire de deux luttes qui se sont déroulées dans les Ardennes de 1979 à 1984. L'une contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Chooz, l'autre contre la fermeture de l'usine métallurgique de Vireux. Il se compose d'une quinzaine d'interviews d'anciens sidérurgistes et de personnes qui venaient de la région parisienne et de Reims pour prendre part à ces luttes. 22 ans après, la mémoire de ces événements est encore très vive. Le temps écoulé a permis un certain recul. Lors de discussions préalables avec d'anciens sidérurgistes et leurs familles, nous avons abordé ces luttes sous bon nombre d'aspects. Cependant, il n'a pas toujours été possible d'enregistrer l'intégralité de leurs propos, notamment ceux de leurs femmes qui ont beaucoup de choses à dire, entre autres parce que l'emprise de la centrale nucléaire de Chooz s'exerce sur elles, comme sur l'ensemble de la population de la région. Que ce soit au niveau de l'emploi ou de la vie quotidienne, celle-ci empêche certaines personnes d'afficher publiquement ce qu'elles pensent.

Ce document a été réalisé afin que d'autres voix se fassent entendre et que ces moments de rage ne tombent pas dans les oubliettes de l'histoire, celle des « vainqueurs », celle qui se prétend neutre. En ce sens, ce montage ne se veut pas objectif. Nous avons choisi d'en développer certains aspects que nous voulions défendre et d'autres qui mettent en lumière des contradictions pouvant faire écho à des questionnements actuels. Nous remercions ces personnes qui ont bien voulu raconter ces moments de leur vie devant un micro, particulièrement les sidérurgistes et leurs familles qui nous ont, à chaque fois, accueillis chaleureusement, ainsi que tous les proches qui nous ont aidés et conseillés. ●



13 juillet 1982 : quelque cent sidérurgistes de Vireux incendient le château de leur direction.

Contact : Lames-de-sons@no-log.org
Emisions téléchargeables sur internetdown.org

Histoire lacunaire de l'opposition à l'énergie nucléaire en France

Textes choisis et présentés par l'Association contre le nucléaire et son monde

15 euros, 224 p., Ed. La Lenteur, 127, rue Amelot, 75011 Paris

Vingt ans après Tchernobyl, les nucléaristes du monde entier veulent relancer le développement de l'industrie nucléaire. En France, l'Etat a engagé un budget de recherche sur les réacteurs de quatrième génération, tout en nous embarquant dans la construction de réacteurs EPR. de la troisième génération. Le premier modèle de ce dernier type de réacteur - également destiné à l'exportation - est actuellement en chantier à Flamanville (Normandie). À cela s'ajoutent la construction d'Iter à Cadarache, le transfert plus ou moins occulte de technologies nucléaires et la prolifération actuelle de l'armement atomique. C'est dans ce contexte inquiétant que nous avons souhaité fournir quelques éléments susceptibles d'éclairer ceux qui veulent encore s'opposer concrètement à la politique du fait accompli menée par l'État en matière de nucléaire. Les lignes qui suivent n'ont pas la prétention de faire le bilan théorique de plusieurs décennies de lutte. Il s'agit simplement de présenter des textes et extraits de textes qui, malgré leur caractère éclectique, ont tous la particularité de témoigner d'une résistance à la nucléarisation du monde. En dépit de sa faiblesse, le mouvement d'alors s'est trouvé confronté à des problèmes qui ne manqueront pas de se poser à nouveau si l'opposition au nucléaire renaît de ses cendres. ●

acnm@no-log.fr

Sommaire

N'Dréa

Extraits sur la médecine nucléaire*

Ma liberté ?
Ni victoire, ni défaite,
Je suis sûre de mes amis.

La déclaration de la maladie est le moment de la reconnaissance officielle, tant par le malade que par la médecine, du fait que l'individu est abîmé, mais non pas de la logique qui a déterminé une telle destruction. Au contraire, la médecine s'efforcera de trouver l'agent causal censé être responsable : le virus, le microbe, le comportement personnel, etc. Et, lorsque comme dans le cas du cancer, l'agent causal lui échappe, elle s'attaque au symptôme, suivant le principe : « Ce que tu ne comprend pas, détruis-le », et cette destruction ne fait que différer, voire aggraver, le processus de dégénérescence. Le malheur de l'individu est alors nommé par le monde : un tel « cancer avec métastases », un tel « sida », un tel « folie »... C'est le moment de l'offensive équipée du monde : dépouiller la souffrance de sa dangerosité potentielle, achever l'écrasement du sujet.

Le lobby nucléaire est un autre pouvoir, un autre « Etat » mafieux au-dessus des Etats nationaux. L'usage du nucléaire en médecine se fait après un large usage par l'armée (essais des années 1950, à ciel ouvert, dans le Sahara, par exemple). Son monopole s'impose alors dans les hôpitaux, les Etats lui ouvrant toutes les portes. Certains examens, notamment les marqueurs d'anticorps spécifiques pour les cancers, pouvaient être faits sans manipulation de produits radioactifs ; ils étaient aussi moins chers pour la Sécurité sociale. Le ministre Evin a alors réglé la question en imposant le « tout-nucléaire ».

Tout le matériel nouveau et hypersophistiqué qui équipe les hôpitaux est basé sur le nucléaire ; il se périme très vite aussi. A terme, le nucléaire veut remplacer le chirurgien. Ce n'est pas dans un hôpital que vous trouverez un médecin pour vous avouer les tumeurs nouvelles que les rayons ont fait naître. Celles-ci sont mises sur le compte de vos récidives. Les pontes du nucléaire à l'hôpital ne sont pas plus attaquables pour les conséquences de leur mitraillage qu'en dehors de l'hôpital pour les doses que vous encaissez sans le savoir. De plus, ils se sont faits incontournables : pour les douleurs osseuses, vous ne pouvez pas vous passer d'eux, rien d'autre n'existe. Bientôt, pour les tumeurs au cerveau, il n'y aura qu'eux. Vous serez à l'abri d'un scalpel qui dérape mais pas d'une technicienne inattentive (cf. le scandale de Saragosse où pendant quinze jours les patients ont reçu par pure négligence la dose maximale, impliqués dans l'histoire : les médecins, un technicien et les manipulatrices). Vous ferez partie, comme je l'ai été, de la grande expérience du nucléaire dans la médecine. Demandez au ponte du nucléaire qui vous suit quelles sont les doses que chaque organe reçoit, vous le verrez blêmir d'une telle impertinence ; il restera « dubitatif » [...]







Mourir à l'hôpital !... Je me serais fait confisquer ma fin, donc ma vie. Se faire voler et sa vie et sa mort ! La fin de ma vie ne devait m'échapper, sinon, avec elle, disparaissait tout le sens qu'elle avait eu. Le moment le plus essentiel, celui de la signification, ne me serait pas donné. ■

Andréa est morte à la date qu'elle a choisie, le 15 août 1991

L'art du tir pour les rayons est celui de l'armée : tir rasant, tir croisé, tir groupé, conique, sur point d'interception, etc. Les mathématiciens, en équipe d'intervention, sont sur place pour calculer les courbes, les angles, selon le type de rayons choisi : gamma, X, etc. Ah ! Vous bénéficiez du progrès, tous ces savants calculs sont enregistrés dans la bécane, mais vous aurez ensuite affaire à l'OS archidébordé qui prendra des marges d'erreurs allant, parfois, jusqu'au demi-centimètre. Une zone irradiée laissera une trace telle qu'il serait impossible, ultérieurement, de reconnaître, même au scanneur, une amélioration ou bien le contraire ! Ils se fieront à vos douleurs... ●

Andréa Doria
le 14 août 1991

*** Les photocopies** du texte complet sont disponibles auprès du cercle antinucléaire de Paris.

H5N1

Fred Vargas sous plastoc !

Libération, organe du crétinisme parisien, branché et satisfait, n'hésite jamais à faire l'apologie de la moindre innovation technologique. Surtout lorsqu'elle va dans le sens souhaité par les gestionnaires de la domination moderne et qu'elle apparaît sous le verni culturel adéquat destiné à la faire accepter plus facilement. Il en va également ainsi avec la grippe aviaire, grâce à l'esprit « créatif » de Fred Vargas qui, combinant désormais la souris d'ordinateur et les ciseaux, a décidé de nous protéger elle aussi contre les horreurs du H5N1. ■ **AD & R**

« **En avril 2006** l'auteur de polar Fred Vargas avait fait état dans *Libération* de son nouveau combat ; trouver un moyen simple pour se prémunir du H5N1, le jour où il débarquera chez les humains. Elle a ainsi imaginé une sorte de cape en plastique, 100 % anti-H5N1, qui recouvre tout le corps sans aucun risque de contamination.

« **Le projet a été jugé** à ce point sérieux par les experts qu'il est en cours d'expérimentation. "La cape est à l'essai. L'idée était très bonne : trouver un moyen simple et utilisable par tout le monde pour se protéger complètement du virus", nous a confié le ministre de la Santé, Xavier Bertrand. [...] "J'ai commencé à me poser des questions comme ça, un peu par hasard. Les masques sont certes utiles, mais ils ne protègent que quatre heures. Et, surtout, ils ne protègent pas de tous les types de contamination. La grippe se transmet par de petites gouttelettes qui peuvent, après avoir été expectorées, se déposer un peu partout comme des feuilles qui volent. La question centrale, c'est la respiration. C'est pour cela que je n'ai pas retenu de combinaison fermée. Bien trop compliqué. On a aussi imaginé une ceinture. Parce que si tu te retrouves dans une foule, le risque de contamination est plus élevé. Tu peux alors, en serrant la ceinture, empêcher encore plus fortement que les particules remontent par le bas", précise-t-elle. »

Et ce même *Libération* du 16 février de nous montrer trois croquis de cette invention à destination des gestionnaires d'Etat. On peut donc prétendre écrire de beaux textes, réfléchir au monde qui nous entoure, à la taule, et ne plus voir le moindre lien dès qu'il s'agit de « santé ». ●

Le chemin de l'enfer industriel est pavé de bonnes intentions en blouse blanche !

Stalker

Le jeu vidéo ou l'habituation au désastre dans ta chambre...



De quelques extraits tirés d'immondes sites Internet et de bien nommés magazines spécialisés, sur le dernier jeu à la mode, destiné à conditionner les jeunes, et même les moins jeunes têtes à la catastrophe nucléaire. ■ **AD & R**

« **Venu de l'Est,** *Stalker, Shadow of Chernobyl* aura tout connu ou presque au cours de son développement miraculeusement sauvé du naufrage. L'action se situe en 2012, six ans après une explosion de la centrale de Tchernobyl. La zone, peuplée de mutants, est bouclée par l'armée. Plus grande et plus dévastée que celle qui existe actuellement. Pourtant, des chercheurs de trésors, les Stalkers, n'hésitent pas à risquer leur vie pour ramener les artefacts radioactifs qui parsèment la zone. Vous allez faire votre difficile apprentissage dans leurs rangs en remplissant des missions. [...] Autre danger : les radiations. Ces zones mortelles, signalées par des panneaux et par votre compteur Geiger, feront chuter votre barre de vie. Il faudra pourtant les traverser pour accéder à certaines zones, en vous protégeant avec une combinaison, une injection ou un bon coup de vodka (les développeurs du jeu sont russes). » ●

Chooz, légitime violence...

Déclaration faite par le comité de Chooz le quatrième jour de la deuxième enquête d'utilité publique concernant l'expropriation des terrains. Il s'ensuivra de violents affrontements avec les casqués jusqu'à leur retrait du village. Des pierres contre des fusils, évidemment ! Mais aussi des cocktails Molotov et du savon noir pour le patinage des cars de gardes mobiles, judicieusement placé par des habitantes du village. Car Chooz n'a pas été, contrairement à la propagande du *Monde,* « le Plogoff du pauvre ». ■

J-N

« **Gendarmes mobiles,** vous avez déjà reçu et vous recevrez encore des pavés sur la figure. Il faut que vous sachiez pourquoi. Ceux que vous avez en face de vous ne sont ni des voyous, ni des terroristes, ni des agitateurs professionnels, mais des travailleurs, ouvriers, cultivateurs, étudiants, commerçants, enseignants retraités, mères de familles, chômeurs, qui ne demandent qu'à vivre en paix dans la dignité. Mais ces hommes et ces femmes sont en colère parce qu'ils sont menacés dans leur vie physique et par les procédés fascistes de l'Etat ; et en colère parce que leur dignité humaine est bafouée.

Ce que je dis est vrai et je peux le prouver. Vous-même, vous êtes trompés et manipulés, à moins que vous soyez vendus ! La construction de quatre nouvelles centrales menace directement nos vies : la sécurité est illusoire et le plan Orsec Rad est inapplicable, la promesse d'emploi une mystification. Les arguments pour cette centrale sont faux : l'indépendance nationale n'a rien à gagner, nous serons tout aussi dépendants des autres nations qu'auparavant. Savez vous pour qui vous travaillez ? Vous ne travaillez pas pour les habitants de cette région, vous travaillez pour les nouveaux maîtres du monde, les capitalistes, les multinationales, les banquiers, les fabricants d'armes.

Le droit des gens est bafoué !

Ce droit de vivre en sécurité digne et libre dans son pays. N'êtes-vous donc que des mercenaires sans âme ? On vous fait jouer un rôle qui détruit votre humanité. Vous n'êtes rien que des marionnettes manipulées par des gens qui vous méprisent. Refusez de vous engager dans ce combat douteux.

On nous trompe et on vous trompe

Quand on dit que le nucléaire est le remède à tous nos maux ! Acceptez-vous d'être trompés ? Un homme peut-il encore avoir le sens de l'honneur quand il accepte de n'être qu'un pion ? En conclusion, nous sommes là pour protester de toutes nos forces et même avec nos pavés. Vous, vous avez des casques, des boucliers, des matraques, des pistolets, fusils et grenades. Vous êtes pour nous une force purement négative, froide et impersonnelle et vous ne comptez pour rien pour ceux qui vous paient. Et nous, nous réclamons la justice, c'est-à-dire toute la vérité et la sécurité, toute la liberté : nous réclamerons justice, même avec des pavés, symboles des révolutions.

Notre colère est profonde et notre détermination absolue

Vous savez maintenant pourquoi vous aller recevoir des pavés sur la figure. Nous en sommes tristes, mais nous ne pouvons pas faire autrement. Les sangliers sont paisibles, tant qu'on ne les embête pas, mais ils deviennent terribles quant on veut les mettre au pas. »● **Le 4 avril 1981**

OÙ ET COMMENT NOUS JOINDRE

Coordination contre la société nucléaire
c/o CNT-AIT, BP 46,91103 Corbeil Cedex

Egrégore
BP 1213 51058, Reims Cedex

Collectif contre la société nucléaire
c/o CNT-AIT, BP 46,91103 Corbeil Cedex

Stop nucléaire Lyon
c/o Librairie La Gryffe, 5, rue Gryphe, 69007 Lyon

Collectif libertaire amiénois antinucléaire
CNT-AIT c/o CTC,151, rue Dejean,
80060 Amiens Cedex 9
